



# Le Courrier

## Du Militant de l'Équipement et de l'Environnement

N° 1242 du 22 SEPTEMBRE 2006

### Sommaire

	PAGES
■ AGENDA	2
■ INFOS BREVES	2
■ EDITO	3
■ FONCTION PUBLIQUE : NECESSITE DE L'ACTION - Communiqué commun des organisations de la Fonction Publique	4
■ REPERES D'ACTIVITE 13 <sup>ème</sup> CONGRES FEDERAL	5 à 24
■ TRANSFERT DES SERVICES MARITIMES PORTUAIRES DE L'EQUIPEMENT	
- Note de Jean Gaudefroy préparatoire à la rencontre avec l'Association des Régions de France	25 à 26
- Compte rendu de la rencontre avec l'A.R.F. le 6 septembre 2006	27 à 29
■ CHEQUE TRANSPORT, pour que la mesure ne soit pas discriminatoire	30

A POITIERS LE 8 DECEMBRE  
Pour la relance des  
« 4 » DE LA ROCHELLE

13<sup>ème</sup> Congrès Fédéral Equipement-Environnement



## AGENDA

**25 septembre 2006 :**  
Réunion sur le site WEB  
de la Fédération

**26 septembre 2006 :**  
Groupe d'échanges ministère/O.S.  
Sur les bases aériennes

**27 septembre 2006 :**  
C.C.N.

**27 septembre 2006 :**  
C.C.H.S.

**28 septembre 2006 :**  
C.T.P.M. sur le budget 2007  
présidé par le Ministre

**28 septembre 2006 :**  
Journée d'initiatives et de  
mobiisation à l'Équipement

**13<sup>ème</sup> Congrès Fédéral  
du 2 au 6 octobre 2006  
à Verdon (Gironde)**

**A Poitiers le 8 décembre  
pour la relaxe de nos  
camarades de la Rochelle**

CONVERGENCE NATIONALE DES  
COLLECTIFS DE DEFENSE ET DE  
DEVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS

-----  
5 heures pour la maîtrise publique du Droit à  
l'Énergie pour toutes et tous dans l'égalité !

Soirée débat organisée  
Le mardi 26 septembre de 18 h à 23 h  
Salle Japy, rue Japy, métro Charonne ou Voltaire

La convergence appelle à amplifier la mobilisa-  
tion contre la privatisation de GDF

Elle invite les salariés, les usagers, les organisa-  
tions syndicales, associations, les forces politi-  
ques et leurs élus à assurer, toutes et tous en-  
semble le succès de ce rassemblement



## INFOS BREVES

**Ministère des Transports, de l'Équipement,  
du Tourisme et de la Mer**

- **Décision du 31 août 2006** portant nomination au comité technique paritaire ministériel institué au ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer (J.O. n° 212 du 13 septembre 2006 – site legifrance).
- **Arrêté du 24 août 2006** fixant les taux de l'indemnité d'astreinte attribuée à certains agents du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer (J.O. n° 213 du 14 septembre 2006).
- **Arrêté du 13 septembre 2006** modifiant l'arrêté du 24 août 2006 fixant le nombre de places offertes au titre de l'année 2006 au concours professionnel d'accès au grade de délégué principal du permis de conduire et de la sécurité routière de 2<sup>ème</sup> classe du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer (J.O. n° 216 du 17 septembre 2006 – site legifrance).

**Lettre des organisations CGT de la Fonction Publique  
à M. Christian JACOB, Ministre de la Fonction Publique.**  
→ disponible sur le site de l'U.G.F.F.

[www.ugff.cgt.fr](http://www.ugff.cgt.fr)



**Déclaration du 19 septembre 2006**

**Déclaration commune sur la situation au  
Proche Orient, CGT, FSU, Ligue des Droits  
de l'Homme, Mouvement de la Paix**

La guerre du Liban, ses conséquences, et la situation en Palestine ont soulevé légitimement l'indignation et la réprobation. La Cgt, la FSU, la Ligue des Droits de l'Homme et le Mouvement de la Paix appellent leurs militants à **manifestier samedi 23 septembre**. Une manifestation parisienne est prévue à 15 H 30 à Châtelet.

**Déclaration du 19 septembre 2006**

**Pour la justice, contre l'oubli... et toute remise  
en cause des droits des victimes des  
expositions professionnelles à l'amiante**

La Cgt participera à la manifestation du **30 septembre à 14 heures gare Montparnasse avec l'Association nationale des Victimes de l'amiante (ANDEVA)**

**Déclaration du 19 septembre 2006**

**C.N.E. : Le gouvernement s'affole !**

La décision du Conseil de prud'hommes de Longjumeau, déclarant le CNE contraire à la convention n° 158 de l'Organisation Internationale du Travail, passe en cour d'appel le 22 septembre. La Cgt, ainsi que plusieurs autres confédérations, a décidé de se porter partie intervenante.

➤ **Ces déclarations sont disponibles sur le site de la Cgt**

[www.cgt.fr](http://www.cgt.fr)

**Lutter contre les discriminations dans l'emploi  
et l'accès au logement**

**Colloque le mercredi 8 novembre 2006**

**Colloque organisé par la Cgt, Agfol (Italie), la FAR  
(Belgique), Fratia (Roumanie) et Emergences.**

Lieu : CGT, salle du CCN, 263 rue de Paris, 93516 Montreuil.  
Contact : Emergences – Pôle Etudes – Annabelle Chassagnieux  
– 261 rue de Paris – 93556 Montreuil Cedex – Tél :  
01.55.82.17.67 – fax : 01.55.82.17.65



# EDITO

## Garantir un avenir à la protection sociale

**N**ous apprenons la semaine dernière que les valeurs de cotations en bourse (CAC 40) auraient dépassé tout ententement ; en 6 mois, elles auraient fait un bénéfice de 50 milliards (du jamais vu).

Dans la même semaine, nous apprenons qu'un rapport de la Cour des Comptes vient de rendre son diagnostic sur la protection sociale et la sécu qui auraient un déficit de 37 milliards. La Caisse Vieillesse et la Caisse des Allocations Familiales seraient dans le rouge. Les remèdes gouvernementaux successifs n'émettent qu'une seule alternative : « presser le citron » des salariés, des retraités et des chômeurs. Concrètement malgré les initiatives Fillon, Douste-Blazy et maintenant Bertrand, l'équilibre n'est toujours pas rétabli. Et pourtant, les citoyens en ont largement payé les frais. La nouvelle loi sur les retraites, le 1 euro à la consultation, l'augmentation du forfait hospitalier, etc.

Toutes ces mesures amputent le pouvoir d'achat, compliquent l'accès aux soins ; en clair, met une fois de plus à mal la protection sociale que l'on attend.

Ce qui n'est pas exposé au grand public, c'est aussi l'Etat qui est endetté de 7 milliards qu'il doit à la sécu. Et pourtant, le gouvernement décide qu'en 2007, les employeurs de 20 salariés soient exonérés de cotisations patronales. Cette mesure nous coûtera 640 millions d'euros, comme quoi nos gouvernants ont le souci de l'équilibre...

**D**epuis plus de 10 ans c'est au total 236 milliards d'euros d'allègement de cotisations patronales

Dans les vœux de Chirac pour 2006, il a été mis en perspective un « groupe technique interministériel » afin de travailler à la pérennité de la Sécu. Ce groupe a rendu son rapport fin juin 2006 (je vous invite à lire avec attention ce rapport dans le n° 1634 du 13 septembre du peuple).

**O**n y découvre à la fois l'état des lieux, la dégradation confirmée depuis 1980 par les gouvernements successifs et aussi nos revendications.

On ne peut pas sans cesse réduire les dépenses, exonérer les employeurs et presser les salariés. Si la C.G.T. peut être satisfaite que ce groupe de travail se mette en place, il n'en demeure pas moins qu'il est nécessaire de veiller aux réformes que ce rapport préconise. En effet, la tendance à la cotisation par le biais « d'une T.V.A. sociale » est contraire à notre revendication. C'est un impôt indirect payé par le consommateur avec toutes les conséquences que l'on connaît.

**U**ne réforme du financement de la sécurité sociale est certes indispensable à deux conditions : que l'ensemble des acteurs y soient associés et qu'une révision en profondeur tienne compte de l'évolution dans la manière de produire les richesses.

La Cgt revendique :

- Une analyse des niches sociales et des allègements successifs des cotisations patronales,
- Un calcul à partir des revenus financiers des entreprises inclus dans l'assiette,
- Une cotisation à partir de la croissance de la productivité,
- Des rémunérations à la hauteur des qualifications et des compétences.

C'est à partir de ce socle de modernisation que nous pourrions garantir un avenir à la protection sociale.

François-Bernard LOUET



LE SERVICE PUBLIC territorial  
C'EST UN bien PUBLIC

## COMMUNIQUE COMMUN

# Fonction publique : La nécessité de l'action

En cette rentrée 2006, la situation dans la Fonction publique se caractérise par un refus du gouvernement de négocier et une volonté de sa part de passer en force sur les questions clés des salaires, de l'emploi et du service public.

Sur les salaires, en refusant même l'ouverture de négociations, le gouvernement fait le choix de creuser davantage le contentieux depuis 2000. L'absence d'une volonté de refonte ambitieuse de la grille salariale aggrave cette situation.

Sur l'emploi, le gouvernement persiste dans sa politique dogmatique de réduction de l'emploi public alors même que garantir la qualité du service public nécessiterait des créations massives d'emplois. Dans le même temps, en dépit de demandes intersyndicales réitérées, le ministre Jacob refuse d'ouvrir le chantier de la résorption de l'emploi précaire.

Les services publics pâtissent de cette politique libérale de l'emploi public. Dans la Fonction publique hospitalière, le manque criant de personnels est chaque jour plus visible et génère des conditions de travail à la limite du supportable. Au seul motif idéologique de réduction du périmètre d'intervention des services de l'Etat, le gouvernement réorganise ces derniers par des coupes sombres dans les effectifs, sans réflexion préalable et concertée sur les missions. Dans les services publics territoriaux, le poids de la précarité met à mal les garanties statutaires et l'égalité d'accès au service public.

Ultime provocation : alors même qu'il refuse l'ouverture de véritables négociations, le ministre installe courant septembre un groupe de travail sur le dialogue social dans la Fonction publique !

Pour la CGT, l'action est aujourd'hui indispensable pour faire évoluer la situation.

L'unité syndicale la plus large possible est une condition importante pour construire le rapport de force. C'est dans cette optique que la CGT est intervenue lors des récentes réunions intersyndicales. Dans l'hypothèse où le ministre ne répondrait pas positivement à sa demande d'ouverture de négociations, la CGT est déterminée à prendre ses responsabilités pour une intervention des personnels dans des délais rapides.

### La CGT revendique :

- ◆ la garantie du pouvoir d'achat sur 2006
- ◆ le rattrapage du contentieux salarial 2000-2004 soit 5 % de perte de pouvoir d'achat
- ◆ une refonte ambitieuse de la grille apportant des augmentations de salaire significatives à tous
- ◆ une revalorisation des pensions des fonctionnaires retraités
- ◆ la reconnaissance et l'harmonisation des qualifications
- ◆ le déblocage des carrières et des promotions
- ◆ un plan de titularisation ambitieux et le respect du Statut dans les politiques de recrutement
- ◆ des mesures sociales bénéficiant à l'ensemble des agents des trois versants de la fonction publique
- ◆ des créations d'emplois statutaires partout où c'est nécessaire
- ◆ le développement des missions de la Fonction publique pour le bien de toute la population.

Montreuil, le 15 septembre 2006



## *Repères d'activité*

(adoptés par : 25 voix pour 5 abstentions)

### 13<sup>ème</sup> Congrès Le Verdon 2-6 octobre 2006

Les 3 dernières années ont été marquées par une activité syndicale particulièrement soutenue dans un contexte d'attaques par le Gouvernement et le Medef de l'ensemble des garanties collectives et d'une mise en cause sans précédent des services de l'Équipement.

C'est à cette situation que les Unions Fédérales, les syndicats de service et les sections des Syndicats nationaux ont eu à faire face à travers des initiatives multiples qui ont nécessité beaucoup d'efforts militants.

La Fédération s'est efforcée d'impulser au plan national une activité au regard des enjeux de cette période. La présent document illustre cette activité à travers 4 dossiers majeurs : celui de la mise en œuvre de la réforme ultra-libérale de l'Etat à l'Équipement avec la loi du 13 août 2004, la LOLF et la réorganisation des services de l'Etat, celui des droits et libertés à l'Équipement, ceux plus généraux de l'assurance maladie et du Contrat Première Embauche (CPE).

Le présent document rappelle le contexte, les initiatives prises par la Direction Fédérale et leurs résultats sur chacun de ces dossiers.

Il est complété par un rappel chronologique d'évènements marquants ou significatifs depuis le 12<sup>ème</sup> congrès fédéral d'octobre 2003.

L'énumération qui tente de présenter la dimension fédérale de l'activité syndicale ne prétend pas rendre compte de la totalité des activités développées. C'est ainsi le cas de différentes rencontres avec l'administration, notamment à caractère catégoriel. Des omissions peuvent par ailleurs exister dues à des méconnaissances de situation comme au ministère de l'Écologie et du Développement Durable. Des compléments pourront être apportés à l'occasion du 13<sup>ème</sup> congrès fédéral.

## LOI DU 13 AOUT 2004 ET LA REFORME DE L'ÉTAT A L'ÉQUIPEMENT

### UN COMBAT RESOLU CONTRE LE PROJET DE LOI

Dès le lendemain du 12<sup>ème</sup> congrès fédéral, l'action de la fédération s'est développée sur plusieurs fronts.

- Elle a assuré un suivi et un compte-rendu en « direct » de tous les débats au Sénat et à l'Assemblée Nationale en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> lecture.
- Elle est intervenue auprès de tous les groupes parlementaires réussissant à nouer de fructueux échanges avec le groupe communiste qui l'a reçue à plusieurs reprises ce qui aura des prolongements plus tard sous forme d'une journée d'étude en 2005 sur la « décentralisation » à l'Équipement avec le groupe communiste du Sénat.
- Elle a agi pour faire prendre en compte dans l'ensemble de la CGT les conséquences désastreuses du projet de loi (rencontre avec Maryse Dumas, intervention au CCN des 27 et 28 janvier 2004, rencontre avec les secrétaires des comités régionaux) et signé une déclaration commune avec la Fédération des Services publics dénonçant le projet de loi.
- Elle s'est adressée aux usagers : semaine du 18 au 22 mars avec panneaux d'information, tract fédéral « usagers à vos porte-monnaie », journée d'initiative en direction des usagers le 29 juin.
- Elle a organisé une conférence de presse le 3 mars 2004 et a défendu auprès de l'ADF le principe d'un maintien de mise à disposition globale des services.
- Elle a organisé différentes journées d'action (13 novembre 2003, 27 janvier, 4 mars, 28 et 29 juin 2004) et appelé à la grève le 1<sup>er</sup> avril 2004.
- Elle s'est refusée à anticiper sur le vote de la loi boycottant les points d'ordre du jour du groupe d'échanges ou du CTPM sur la réorganisation des services routiers.

L'autoritarisme gouvernemental s'est traduit, au-delà de l'utilisation du 49-3 en plein cœur de l'été par des amendements de dernière heure remettant en cause des avancées lors du débat parlementaire.

Le maintien d'un réseau routier national, le renoncement à introduire dans la loi un péage sur l'ensemble de la voirie express, la possibilité pour les communes de moins de 10 000 habitants et des communautés de communes de moins de 20 000 habitants de continuer de faire instruire les permis de construire par les DDE, certaines dispositions dans la loi touchant aux garanties des personnels sont néanmoins autant d'éléments que le gouvernement a été contraint de céder devant les oppositions qui se sont exprimées sur son projet de loi et auxquelles nous avons contribué.

### UN COMBAT QUI CONTINUE APRES LE VOTE DE LA LOI ET FACE A UN ENSEMBLE DE « REFORMES » GOUVERNEMENTALES

Dès la réunion du groupe d'échanges de septembre 2004, la Fédération dénonçait le coup de force gouvernemental et exigeait un cadre national de garanties.

Le 16 juin 2005, elle revendique, dans le cadre du même groupe, un moratoire dans la mise en œuvre de la loi et des autres réformes libérales (réorganisation des services déconcentrés de l'Etat, projets de fusion, expérimentations, ...)

Cette revendication est fondée sur le défaut de garanties pour les personnels et la continuité des missions de service public et s'appuie sur les réticences ou oppositions exprimées par de nombreux élus notamment sur le volet financier du transfert, ainsi que sur les résultats du référendum sur le traité constitutionnel qui constitue un désaveu de la politique ultra-libérale de l'Etat.

La commission exécutive des 29 et 30 novembre 2005 adopte le texte d'une pétition nationale qui se couvrira de 15 000 signatures remises au Directeur de Cabinet le 24 janvier 2006 et, au-delà de cette date, de 4 000 signatures supplémentaires.

La Fédération appellera à 3 journées de grève propres à l'Équipement (16 novembre 2004, 24 janvier et 8 juin 2006), à des grèves avec toute la Fonction Publique (20 janvier 2005 et 2 février 2006) ou bien encore dans un cadre interprofessionnel (10 mars et 4 octobre 2005) ainsi que contre le CPE.

La Fédération s'est efforcée de mieux appréhender les enjeux des projets de réorganisation et transferts.

Dans ce cadre elle a organisé avec le concours d'Emergences 11 sessions de formation de 2 jours dans le cadre des C.I.F.P.

Elle s'est efforcée dans le même temps d'approfondir la réflexion et dégager des pistes revendicatives et des mesures d'organisation propres à différents secteurs.

Elle a aussi mis en place des coordonnateurs C.G.T. dans la perspective de création des D.I.R. et organisé plusieurs réunions avec la mise au point d'un cahier revendicatif.

Elle a exigé et obtenu de l'administration plusieurs réunions du groupe d'échange propre du secteur maritime et réuni mes militants de ce secteur à plusieurs reprises au plan national et par facade maritime.

Elle a de même organisé deux journées de formation en direction des personnels des voies navigables débouchant sur des publications spécifiques.

Des journées d'études ont été organisées sur l'ingénierie publique, le devenir des parcs et la Fédération a participé dernièrement à plusieurs réunions concernant le devenir des bases aériennes.

Sur un autre plan la fédération a continué de développer des coopérations de travail avec d'autres fédérations. Il en a été ainsi avec la Fédération des Transports à propos de la constitution des D.I.R. et du processus de privatisation des autoroutes et dans le cadre de l'Union Interfédérale des Transports.

Des coopérations régulières de travail se sont établies parallèlement avec la Fédération des Services Publics débouchant sur l'organisation de réunions communes sur des thèmes particuliers dans la perspective des transferts, des appels à des journées communes d'action ou bien encore des audiences communes comme celles du printemps 2006 auprès de l'A.D.F. ou du Cabinet du Ministre délégué aux collectivités locales.

### **DES ACTIONS DIVERSIFIEES, DES MOBILISATIONS INSUFFISANTES AVEC DES RESULTATS TOUTEFOIS**

Globalement les mobilisations que nous avons cherché à susciter n'ont pas été, au delà d'une grande diversité selon les services ou catégories de personnel, à la hauteur des enjeux dont celle notamment du 8 juin dernier.

Elles n'ont pas réussi à souder suffisamment les convergences d'intérêt entre personnels et usagers ni revêtu le caractère largement unitaire, d'une part au sein même de la C.G.T., d'autre part entre organisations syndicales : c'est ainsi que les journées de grève spécifiques à l'Équipement l'ont été qu'à l'appel de la seule C.G.T. au plan fédéral.

Elles se sont heurtées à un certain sentiment de fatalité, aux discours lénifiants de chefs de services ou de P.C.G., au désir compréhensible des agents d'en finir au plus vite avec une situation d'incertitude et que l'administration a exploité en forçant l'allure sur les prépositionnements, aux tendances au repli sur soi, parfois même au chacun pour soi, au décalage parfois entre les préoccupations concrètes des personnels et les contenus revendicatifs mis en avant.

Si nous avons réussi à retarder les échéances de mise en œuvre et permis de faire grandir l'exigence de garanties nationales pour les personnels susceptibles d'être transférés ou touchés par des réorganisations ainsi que de continuité du service public, nous n'avons pas réussi à inverser le cours des choses.

Il n'en demeure pas moins vrai que la diversité et la continuité des actions et interventions au plan local comme au plan national ne sont pas restées sans effet comme en témoignent les conclusions du rapport Courtial, la circulaire sur les garanties nationales ou bien encore les protocoles d'accord conclu avec différents conseils généraux qui, en dépit de leur insuffisances constituent autant de points d'appui pour les combats des années à venir.

## **3 ANNEES DE COMBAT CONTRE LA CRIMINALISATION DE L'ACTION SYNDICALE ET POUR DE NOUVEAUX DROITS ET LIBERTES**

### **UNE RIPOSTE RESOLUE A 2 TENTATIVES DE CRIMINALISATION DE L'ACTION SYNDICALE**

Les 3 années écoulées ont été marquées par une large riposte à deux tentatives majeures de criminalisation de l'action syndicale touchant directement des agents de l'Équipement.

La première concerne Pascal SANCERE et Michel DUPOUY de la DDE des Landes, mis en examen pour « séquestration » « entrave à la liberté du travail » et « menaces de mort ». suite à la plainte déposée par le DDE revanchard de l'époque après un mouvement social de 3 semaines qui s'était traduit par des acquis pour les personnels.

Une riposte d'ampleur s'est construite à l'appel de l'UD des Landes, de l'UGFF, de la Fédération de l'Équipement et du SNPTTE.

Les 40 000 signatures recueillies sur la pétition demandant leur relaxe dont les 25 000 de l'Équipement remises au Ministre De Robien par la Fédération le 11 février 2004 lors d'une audience, les 2 rassemblements de 2 000 agents à Dax puis Mont de Marsan en mai et juillet 2004, le soutien apporté par plus de 700 personnalités ont permis de démonter certaines accusations, de réduire le dossier à charge en écartant toute peine de prison. Néanmoins Pascal et Michel ont été injustement condamnés au versement d'une amende confirmée en appel.

La deuxième concerne 4 militants CGT de Charente Maritime dont 3 de la DDE suite à l'incendie accidentel du siège local du Medef à l'issue d'une manifestation unitaire contre la réforme Raffarin des retraites.

Là encore la Fédération s'est pleinement impliquée avec l'UD de Charente Maritime, le Comité Régional, la Confédération et l'UGFF pour construire une riposte d'ampleur : invitation de la CGT du département et du Comité de défense des 4 à une CE fédérale, pétition, badge et souscription, temps fort au congrès de l'UD de Charente Maritime, manifestation le 30 mars 2006 de plus de 6 000 personnes à La Rochelle.

Là encore la mobilisation n'est pas pour rien dans le jugement rendu en première instance qui relaxe 2 des 4. Mais la condamnation des 2 autres à 1 mois de prison avec sursis et à verser « solidairement » la somme exorbitante de 1 100 000 euros a conduit à la décision de faire appel. Un temps fort est prévu au prochain congrès fédéral pour préparer le succès de la manifestation à Poitiers le 16 novembre, jour de comparution de nos camarades.

#### **DES INTERVENTIONS MULTIPLES DE LA FEDERATION AVEC DES ACQUIS**

La Fédération est intervenue à de nombreuses reprises pour faire respecter le droit syndical (refus d'ordre de mission, entraves au déroulement normal de carrière ...) ou défendre des camarades menacés de sanction. Il en va parmi ces derniers de Bertrand DETOURNAY du service de Navigation Rhône-Saône et dont le dossier reste ouvert.

Par ailleurs la Fédération a cherché à faire prendre en compte les droits syndicaux dans le cadre des garanties nationales revendiquées en lien avec les transferts et réorganisations de services.

Elle a été la seule à revendiquer et obtenir dans le cadre du groupe d'échanges, des droits syndicaux supplémentaires importants pour les années 2005-2006-2007 (circulaire du 31 janvier 2005) étendus depuis lors à 2008.

Sur un plan plus large touchant aux droits de la personne, l'action de la Fédération et de ses représentants, notamment au CCHS, a permis de mettre au grand jour et à travers des cas concrets des dossiers comme le harcèlement moral ou les suicides qui ont respectivement fait l'objet d'une circulaire de la DGPA et d'un récent groupe de travail associant les syndicats.

### **ASSURANCE MALADIE ET CPE : UN ECHEC ET UN SUCCES**

#### **LA REFORME DE L'ASSURANCE MALADIE : UNE MOBILISATION INSUFISANTE**

En 2004, les salariés ont été confrontés à la réforme de l'assurance maladie. La CGT a porté des revendications alternatives au projet gouvernemental basées sur les valeurs de solidarité. Si la mobilisation (15 000 signatures à l'Équipement, 1 million au plan confédéral sur la pétition nationale « La sécu, c'est vital ») a été réelle, elle n'a cependant pas été suffisante pour empêcher le gouvernement de passer en force sa réforme. Indéniablement le conflit de 2003 sur les retraites a laissé des traces, les capacités de rassemblement des salariés et des organisations syndicales s'en est ressentie.

#### **LUTTE CONTRE LE CPE : UN SUCCES RICHE D'ENSEIGNEMENT**

Deux semaines après l'annonce par De Villepin du CPE, une première journée d'action est décidée pour le 31 janvier à l'appel des organisations lycéennes et étudiantes et de la seule CGT.

La suite a été une montée en puissance irrésistible du mouvement pour arriver aux manifestations historiques des 28 mars et 4 avril avec à chaque fois 3 millions de manifestants, qui ont scellé le sort du CPE.

La recherche de l'élargissement du mouvement, la culture de l'unité, les liens étroits établis entre la CGT et les organisations lycéennes et étudiantes, la dimension intergénérationnelle du mouvement lui-même lui ont donné sa force en même temps que sa lucidité.

Pendant 2 mois et demi, les 12 organisations lycéennes, étudiantes et de salariés ont maintenu leur unité contribuant à ancrer le mouvement et à renforcer son audience dans tout le pays.

À l'Équipement, la Fédération a appelé à l'ensemble des journées en s'efforçant de faire le lien entre le CPE, l'emploi statutaire à l'Équipement et le besoin de garanties nationales pour les personnels.

**UNE AUDIENCE CGT CROISSANTE LIEE A UNE ACTIVITE RECONNUE MAIS DES DIFFICULTES INTERNES QUI RESSURGISSENT  
DANS UN CONTEXTE PARTICULIEREMENT DIFFICILE**

**UNE AUDIENCE QUI N'A CESSÉ DE PROGRESSER**

L'audience de la CGT n'a cessé de progresser ces 3 dernières années à l'Équipement en lien avec l'activité de la Fédération et de chacune de ses composantes : 44,61 % en 2003, 44,78 % en 2004, 45,45 % en 2005 pour atteindre 46,53 % en 2006 après les scrutins du printemps.

Cette progression conforte et amplifie celle enregistrée au cours de la période précédente (42,34 % en 1994, 43,22 % en 1997, 44,05 % en 2000).

Cette audience témoigne de la reconnaissance du rôle joué par la CGT à l'Équipement et plus largement dans le pays. Elle constitue un point d'appui précieux pour faire face aux enjeux des années à venir.

Dans le même temps elle témoigne d'attentes fortes des personnels qui nous confèrent d'importantes responsabilités, ce qui suppose de porter à un tout autre niveau la bataille de la syndicalisation.

En effet, dans un contexte marqué par une recrudescence des suppressions d'emploi mais aussi de renouvellement générationnel, nous ne sommes pas parvenus à stopper l'érosion de nos effectifs. Celle-ci concerne tant les actifs (14 204 en 2003, 13 893 en 2004, 13 628 en 2005) que les retraités (2 726 en 2003, 2 760 en 2004, 1 236 en 2005) même si l'année 2005 est loin d'être soldée.

**UNE DIFFICULTE A « FEDERER » ET UNE NECESSITE DE PROGRESSER ENCORE**

Pour la première fois depuis 1991, toutes les principales composantes de la Fédération se sont retrouvées à tous les niveaux de la direction fédérale et ont pu travailler ensemble : commission exécutive, bureau et secrétariat. Ce rassemblement de toutes les forces de la CGT à l'Équipement et à l'Environnement était attendu.

Cela a globalement plutôt contribué à améliorer le climat de travail dans les unions fédérales en dépit d'exemples contraires, à limiter aussi les marges de manœuvre de l'administration dans ses tentatives de division et permis à la C.G.T. de parler dans la quasi totalité des cas d'une seule voix dans les réunions au ministère. Cela a contribué aussi à une situation plus normale en matière de versements statutaires.

Dans le même temps, la vie fédérale a connu d'importantes difficultés.

La coélaboration revendicative, c'est-à-dire une démarche où chaque composante vient avec ses propositions, ses analyses mais aussi avec la volonté véritable de construire ensemble les réponses adaptées aux problèmes ou défis auxquels nous sommes confrontés est restée limitée et doit encore progresser.

Confrontés aux difficultés de mobilisation, voire d'organisation, la tentation a été grande de faire reporter sur d'autres les responsabilités de ses propres difficultés. Les réflexes de repli sur soi ont été présents.

Sur un autre plan, deux unions de la Fédération (Union Fédérale de l'Environnement et plus encore l'Union Fédérale des Retraités) ont connu des difficultés de fonctionnement la seconde étant quasiment « mise en sommeil ».

La future direction fédérale devra impérativement examiner comment elle peut aider la direction de l'U.F.E. à progresser dans son fonctionnement.

Le progrès de 1,9 % entre 2002 et 2004, du nombre de syndiqués retraités montre l'existence de potentialités. A l'issue du Congrès, toutes les composantes devront oeuvrer au renouveau de l'activité de l'U.F.R.

Les différences d'approche, de démarche ou de posture constituent la toile de fond concernant les désaccords apparus dans la construction de la direction fédérale future et de son premier responsable.



**Ce retour sur les 3 dernières années doit aider chacune et chacun à mieux mesurer les enjeux du prochain congrès et des années à venir avec, au premier rang, la nécessité d'un rassemblement de toutes les forces de la C.G.T. de l'Équipement et de l'Environnement dans une volonté de travailler encore beaucoup mieux et plus ensemble, d'une démarche offensive, lucide et combative, d'une direction fédérale très réactive par rapport aux évolutions en cours et à venir dans l'ensemble de notre champ professionnel.**

# CHRONOLOGIE

## Fin de l'année 2003

30 octobre	Décret relatif à l'abaissement de l'âge de la retraite pour les longues carrières	9 décembre	C.C.A.S. La C.G.T. affirme sa solidarité avec les victimes des inondations et dénonce le manque de moyens
	Plan de « solidarité » personnes âgées et suppression d'1 jour de congé.	9 - 12 décembre	Congrès de l'U.C.R.
4 et 5 novembre	Rencontres d'Options	10 décembre	Journée d'étude UGFF sur l'Europe
6 novembre	« comité de dialogue » sur la décentralisation	11 décembre	Boycott intersyndical du C.S.F.P.
6 novembre	Instance d'évaluation sur la modernisation de l'ingénierie publique	11 décembre	Rencontre secrétariat fédéral/U.I.T.
7 novembre	Réunion C.G.T./DPSM sur notation évaluation	11 décembre	Grève des marins contre le R.I.F.  La fédération dénonce le licenciement de M. GALANO des A.S.F. et fait signer des motions
12 novembre	Comité de suivi R.T.T.	16 décembre	Réunion DPSM/OS sur le recrutement d'agents de France Télécom
13 novembre	Journée d'action Equipement sur l'emploi et le service public	16 décembre	Rassemblement des personnels du CSP au C.N.I.T.
13 - 14 - 15 novembre	<b>Suivi et compte rendu fédéral en direct du débat au Sénat sur le projet de loi relatif aux responsabilités locales. Seul le groupe communiste vote la suppression de l'article transférant services et personnels</b>	17 décembre	Instance d'évaluation de la modernisation de l'ingénierie publique
16 novembre	<b>Adoption à 5 h ½ du matin du projet de loi en 1<sup>ère</sup> lecture au Sénat</b>	18 décembre	Réunion CGT sur l'économie sociale
12 - 15 novembre	Forum social européen - manifestation le 15 à Paris	18 décembre	Seule la CFDT et la CFTC se rendent au C.A. de l'IRCANTEC qui doit entériner une attaque de grande ampleur
20 novembre	Réunion du collectif confédéral « eau »	19 décembre	Réunion DPSM/OS sur le devenir des parcs
21 novembre	C.T.P.M. Equipement	19 décembre	Réunion DPSM/OS sur le statut des attachés
	Pétition UGFF contre la suppression d'un jour férié		<b>2004</b>
25 novembre	C.E. de l'O.F.I.C.T.	6 janvier	Edito de vœux d'une bonne année de lutte consigné par les secrétaires généraux Fédération/SNPTTE/SNOPA/SNPTAS/USSERE
27 novembre	C.E. Fédérale	6 janvier	Réunion confédérale sur les retraites
27 novembre	Journée d'initiatives CGT dans la fonction publique sur les salaires	6 janvier	Audience de la fédération avec la D.A.F.A.G. sur les moyens mis à disposition de la C.G.T.
4 décembre	Groupe d'échanges sur le devenir du ministère	8 janvier	Groupe d'échanges sur le devenir du ministère
		8 janvier	Elections des C.T.P. progrès général de la C.G.T.

13 janvier	Rencontre fédération Equipement / Fédération des Services Publics	24 février	Rassemblement devant l'Assemblée Nationale et des Préfectures à l'ouverture du débat sur le projet de loi relatif aux responsabilités locales à l'appel de l'UGFF et de la Fédération de l'Equipement
13 – 14 janvier	Session fédérale de formation sur les retraites	24 – 26 – 27 février	<b>Suivi et compte rendu fédéral des 10 séances à l'assemblée nationale</b>
15 janvier	Rencontre des fédérations avec Maryse Dumas sur la décentralisation	1 <sup>er</sup> mars	C.C.A.S.
15 janvier	Réunion OFICT sur l'IRCANTEC	24 février	Déclaration CGT sur l'enjeu des élections régionales
19 janvier	Réunion DPSM/OS sur le statut des inspecteurs généraux et inspecteurs de l'Equipement	25 février	Conférence de l'U.I.T. en Rhône Alpes
19 – 20 janvier	C.E. Fédérale	26 février	Relance fédérale de la campagne de pétition pour la relaxe de Pascal et Michel et communiqué de presse
22 janvier	Appel de l'U.C.R. à manifester		Quinzaine confédérale d'action sur l'emploi, les salaires, la protection sociale
26 – 30 janvier	Semaine unitaire d'action dans la Fonction Publique	2 mars	Initiative OFICT sur les jeunes diplômés en Ile de France
27 janvier	<b>Journée d'actions équipement dans chaque service et les jours suivants : rassemblements, délégations, tracts usagers, envahissement C.T.P. ...</b>	3 mars	Audience fédérale auprès du DPSM sur le projet de budget 2005
27 – 28 janvier	<b>C.C.N. la « décentralisation » intervention de la Fédération sur la situation à l'Equipement et le besoin de faire grandir des convergences dans toute la C.G.T.</b>	3 mars	Conférence de presse de la Fédération sur l'Equipement sur le projet de loi libertés responsabilités locales
	Lettre de l'O.F.I.C.T.	4 mars	Groupe d'échange sur le devenir du ministère
29 janvier	Réunion DPSM/OS sur le devenir des parcs	4 mars	Journée revendicative à l'Equipement avec motions aux parlementaires
3 février	C.E. de l'O.F.I.C.T.	5 mars	Initiative confédérale sur l'égalité professionnelle
4 février	Bureau de l'U.I.T.	5 mars	1 <sup>ère</sup> réunion du collectif fédéral « jeunes »
4 février	Réunion de mobilisation des sections OPA	8 – 12 mars	Semaine fédérale d'initiatives en direction des usagers avec panneaux
9 février	C.T.P.M. Equipement	9 mars	Rassemblement U.C.R. devant le MEDEF
10 février	Réunion DPSM/OS sur la fusion des corps de S.A.	11 mars	Congrès du syndicat du LCPC – Nicolas BAILLE est élu Secrétaire Général
11 février	C.C.H.S.	12 mars	Audience du C.C.A.S. auprès du Cabinet du Ministre
11 février	<b>Audience de la Fédération auprès du Ministre DE ROBIEN – remise de la pétition avec 25 000 signatures pour la relaxe de Pascal et Michel et de 4500 signatures sur le devenir des parcs</b>	15 – 18 mars	Congrès de l'UGICT. P. Cerisay est élue à la C.E.
12 février	Collectif fédéral « formation syndicale »	17 mars	Manifestation à Paris des travailleurs sociaux
12 février	Réunion fédérale sur le système de cotisation	21 mars	Journée de lutte contre le racisme
	Déclaration des fédérations Equipement/Services Publics contre le projet de loi libertés responsabilités locales	23 – 24 mars	C.E. Fédérale. Appel à la mobilisation pour le 1 <sup>er</sup> avril et pour la manifestation à Mont de Marsan le 27 mai. Adoption d'une proposition de suivi régional
		23 – 26 mars	Conférence CGT des privés d'emploi

	Matériel fédéral de mobilisation pour le 1 <sup>er</sup> avril (personnels usagers encadrement)	14 – 15 avril	Formation fédérale sur la LOLF et les enjeux de la décentralisation
25 mars	Audience fédérale sur les originaires d'outre-mer à la DPSM		Journal Echanges sur les jeunes diplômés
25 mars	Bureau de l'UFR		Journal T.S.
28 mars	Elections régionales – désaveu de la majorité	19 avril	Réunion fédérale nouveau système de cotisation
29 mars	Formation fédérale sur la vie syndicale	21 avril	Journée d'action CGT contre le projet de loi prévention de la délinquance
30 mars	Déclaration confédérale suite aux élections régionales	21 avril	Réunion confédérale du groupe « structures des fédérations »
30 mars	Courrier commun au Premier Ministre des fédérations Equipement / Transports / Professionnels de la Vente lié au projet de loi « décentralisation »	27 avril	Réunion confédérale avec les fédérations sur le cogitiel
1 <sup>er</sup> avril	<b>Grève Equipement à l'appel de la CGT et pour les parcs de la CFDT (rassemblements, filtrages...) 9 % en moyenne de grévistes, 61 % dans les parcs</b>		Tract fédéral et bons de soutien pour la manifestation du 27 mai à Dax
2 avril	Réunion DPSM/OS sur le régime indemnitaire des attachés	28 – 29 avril	Manifestation pour Mumia Abu Jamal
3 avril	Manifestations régionales dans le cadre des journées d'action des 2 et 3 avril de la C.E.S.	30 avril	Réunion du collectif fédéral « jeunes »
6 avril	Discours de politique générale du Premier Ministre	30 avril	Réunion DPSM/OS sur GUEPARH
6 avril	Réunion sur le recrutement et la formation des S.A.	1 <sup>er</sup> mai	Manifestations pour l'emploi, la défense du service public et de la protection sociale
7 avril	Réunion DPSM/OS sur la fusion des corps de S.A.	5 mai	Réunion DPSM/OS sur le régime indemnitaire des corps techniques
7 avril	Réunion DPSM/Fédération sur l'action sociale	6 mai	Groupe d'échanges sur le devenir du ministère
7 avril	Groupe d'échange sur le devenir du ministère. La C.G.T. suivie des autres O.S. quittent la séance avant l'examen du point sur l'organisation future des services routiers		Journal des S.A.
7 avril	Réunion DPSM/OS sur le régime indemnitaire des contractuels RIN	11 – 13 mai	Congrès du SNAPB. Charlie SANTAMARIA est élu Secrétaire Général
7 avril	<b>Vote en 1<sup>ère</sup> lecture à l'Assemblée du projet de loi sur les responsabilités locales</b>	13 mai	Réunion DPSM/OS sur une prime de mobilité
8 avril	Réunion fédérale sur la recherche	13 mai	Participation de la fédération à une réunion confédérale à Angoulême
8 avril	Réunion DPSM/OS sur le régime indemnitaire des adjoints et S.A.	13 – 14 – 15 mai	3 jours de mobilisation sur l'assurance maladie avec pétition nationale
9 avril	Décret consacrant la perte du logement dans les attributions du ministère	17 mai	Réunion de la CNFP
	Lettre de l'OFICT		Consultation sur la recherche à l'Equipement
14 avril	Raffarin présente devant l'Assemblée Nationale le dispositif législatif de la « République décentralisée ». Suivi fédéral	18 mai	Formation fédérale sur l'assurance maladie
		18 mai	C.C.H.S. consacré au harcèlement moral
		18 mai	Rencontre des secrétaires généraux des Fédérations avec B. THIBAULT
		19 mai	Réunion DPSM/OS sur l'intégration des agents venant du GIAT

25 mai	Bureau fédéral : appel pour une mobilisation intense en juin et juillet		Tract fédéral « usagers à vos porte-monnaie » Courriers type aux P.C.G., députés et conseillers généraux.
25 mai	Rencontre fédération/PCF	28 juin	<b>Début de l'examen en 2<sup>ème</sup> lecture au Sénat du projet de loi « libertés et responsabilités locales ». Suivi fédéral et compte rendu en direct. La fédération appelle 2 journées d'action le 28 en direction des chefs de service, le 29 en convergence avec les usagers, élus et population avec dépôt d'un préavis de grève.</b>
26 mai	C.C.A.S.		
26 mai	C.E. de l'OFICT	28 juin	Réunion du comité de suivi sur la résorption de l'emploi précaire
27 mai	<b>Plus de 2000 manifestants à Dax pour la relaxe de Pascal et Michel. La fédération diffuse gratuitement un T.shirt portant cette exigence.</b>	28 juin – 1 <sup>er</sup> juillet	Stage fédéral « vie syndicale »
28 mai	C.T.P.C.	29 juin	Journée confédérale d'action sur l'assurance maladie et suivi des débats en direct à l'Assemblée Nationale du projet de loi
1 <sup>er</sup> et 2 juin	Conférence des sections PTAS	29 juin	Réunion confédérale de la commission « structures des fédérations »
1 <sup>er</sup> juin	Audience à la D.A.M.G.M. du collectif Mer	30 juin	C.C.A.S.
3 juin	Groupe d'échanges sur le devenir du ministère	30 juin	Intersyndicale sur la réforme Attachés, 1200 signatures sur la pétition commune
4 juin	Réunion CGT des Attachés de l'Equipement	1 <sup>er</sup> juillet	<b>Vote en 2<sup>ème</sup> lecture au Sénat du projet de loi « libertés et responsabilités locales ». Des voix manquent à la majorité</b>
5 juin	<b>Manifestations décentralisées pour la protection sociale C.G.T. – FSU – UNSA – 8000 signatures à l'Equipement – 500 000 au plan confédéral</b>		Journal T.S.
7 juin	Collectif fédéral formation syndicale	1 <sup>er</sup> juillet	Réunion DPSM/OS sur l'indemnité de mobilité
7 juin	C.T.P.M. Equipement – boycott CGT du point relatif aux services routiers après décentralisation	1 <sup>er</sup> juillet	Boycott du C.T.P.M. Ecologie (CGT – SNE – UNSA)
7 juin	Appel des secrétaires généraux de l'UD des Landes, de l'UGFF et de la Fédération pour la manifestation du 8 juillet à Mont de Marsan	1 <sup>er</sup> juillet	Réunion DAFAG/OS sur les critères de la LOLF
9 – 10 juin	A.G. de la M.G.E.T.		Lettre de l'OFICT
13 juin	Elections européennes nouveau désaveu du gouvernement	6 juillet	Réunion DPSM/OS sur les transferts en matière de voies navigables
14 juin	Réunion régionale CGT Equipement Midi Pyrénées	8 juillet	<b>Rassemblement à Mont de Marsan jour de la convocation de Pascal et Michel au Tribunal. Délégation reçue par le Directeur de Cabinet du Préfet – remise des pétitions. Le jugement est mis en délibéré pour le 7 septembre – article NVO.</b>
15 juin	Bureau de l'U.I.T.	8 juillet	Réunion DPSM/OS sur l'évaluation de la formation initiale et continue
15 juin	Journée d'action interprofessionnelle sur la sécurité sociale	9 juillet	Réunion DPSM/OS sur la fusion des corps de S.A.
21 juin	Commission fédérale « nouveau système de cotisation »	9 juillet	Groupe d'échanges sur le devenir du ministère
22 juin	Collectif fédéral « jeunes »	9 juillet	Lettre ouverte de l'UFE au Ministre de l'Ecologie et boycott du CTPM du 12
23 juin	Audience de la Fédération auprès du Président de l'A.D.F.		
23 juin	Journée fédérale sur l'ingénierie publique		

12 juillet	C.T.P.M. Equipement	21 – 22 septembre	<b>L'Equipement – invitation de la C.G.T. et du comité de défense des 4 de la Rochelle mis en examen – lancement d'un bulletin de souscription et d'une pétition pour leur relaxe.</b>
20 juillet	<b>Adoption en 1<sup>ère</sup> lecture à l'Assemblée Nationale du projet de loi Douste Blazy. 1 million de signatures de la pétition « la sécu c'est vital » au plan confédéral, 15 000 à l'Equipement</b>	23 septembre	C.T.P.M. présentation du PLF 2005. La C.G.T. dénonce les 1400 suppressions d'emplois
22 juillet	Réunion DPSM/OS sur la fusion des corps de S.A.	23 septembre	Collectif ingénieur de l'OFICT
21 – 28 juillet	<b>Discussion prévue en 2<sup>ème</sup> lecture du projet de loi « libertés et responsabilités locales » à l'Assemblée Nationale. La fédération appelle à l'envoi de motions</b>	26 septembre	Elections sénatoriales
22 juillet	Audience auprès du DPSM du collectif fédéral « jeunes »	28 septembre	Bureau de l'U.I.T.
23 juillet	<b>Le gouvernement annonce le recours au 49-3 empêchant un débat qui prenait de l'ampleur à l'Assemblée.</b>	29 – 30 septembre	C.C.N.
26 juillet	La fédération s'adresse aux députés et sénateurs membres de la commission mixte	30 septembre	C.E. de l'O.F.I.C.T.
30 juillet	<b>Dernières séances publiques à l'Assemblée et au Sénat – la loi est « adoptée »</b>	30 septembre	Réunion confédérale sur le transport fluvial
30 juillet	<b>Vote de la loi sur l'assurance maladie</b>	30 septembre	Réunion DPSM/OS sur la fusion des corps de S.A.
13 août	<b>Promulgation de la loi « libertés et responsabilités locales »</b>	1 <sup>er</sup> octobre	Réunion DPSM sur le statut des Attachés
Fin août	Dossier CGT pour la mobilisation de la rentrée	4 – 8 octobre	Congrès du SNPTTE. Willy GARING est élu Secrétaire Général
7 septembre	<b>Pascal et Michel sont condamnés au versement d'une amende – décision est prise de faire appel</b>	5 octobre	Assises C.G.T. de la Recherche
7 septembre	Réunion fédérale sur le renouvellement du C.C.A.S.	6 octobre	Réunion DPSM/OS sur les contractuels de 3 <sup>ème</sup> niveau
8 septembre	Réunion fédérale sur le R.S.T.	6 octobre	C.T.P.M. Ecologie
8 septembre	C.C.A.S.		Communiqué de presse commun U.D., fédération, UGFF, SNPTTE sur le soutien à Pascal et Michel
9 septembre	<b>Groupe d'échanges sur le devenir du ministère. La C.G.T. dénonce les conditions d'adoption de la loi du 13 août et revendique un cadre national de garanties</b>	11 octobre	Délégation unitaire au Cabinet sur la situation des Attachés
9 septembre	Collectif Attachés C.G.T.	11 octobre	C.T.P.M.
13 septembre	Intersyndicale sur la situation des Attachés	12 octobre	Réunion fédérale sur les services maritimes
14 septembre	Comité de suivi R.T.T.	12 octobre	Groupe d'échanges sur le devenir du ministère
16 septembre	Collectif CGT ASS	12 octobre	C.C.H.S.
21 septembre	Bureau de l'U.F.R.	13 octobre	C.C.A.S. réélection d'André Mandard à la présidence du C.C.A.S.
	<b>C.E. fédérale – mise en débat d'une action de haut niveau à</b>		Journal T.S.
		18 octobre	Réunion DPSM/OS sur le projet de décret d'homologie des administratifs B et C
		19 octobre	Collectif fédéral formation syndicale

19 octobre	Conférence de presse commune des unions confédérales de retraités	24 novembre	C.T.P.M. Equipement
20 octobre	Rencontre fédération / P.C.F. à l'Assemblée Nationale sur le P.L.F. 2005		Adresse commune des O.S. de la Fonction Publique sur la vérité des salaires
21 octobre	Rencontre de la fédération avec M. DOBIAS sur l'évaluation de la formation	24 novembre	Rencontre Fédération C.G.T./Direction des Routes
29 octobre	Réunion DPSM/OS sur l'homologie des corps techniques	25 novembre	Rencontre Fédération et des « préfigureurs » de la D.G.P.A. et du S.G. Mme Jacquot et M. Gandil
2 novembre	Réunion des fédérations CGT et CFDT de l'Equipement	26 novembre	Comité de suivi de la fusion I.P.C.
4 novembre	Réunion du groupe d'échanges sur le devenir du ministère	26 novembre	Réunion DPSM/OS sur le statut des S.A.
5 novembre	Réunion DPSM/OS sur le projet de circulaire « harcèlement moral »	26 novembre	Séminaire confédéral sur le développement durable
7 novembre	Manifestation contre les racismes et discriminations	27 novembre	Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes
8 novembre	C.T.P.C.	30 novembre	C.N.F.P.
8 novembre	Journée d'initiatives unitaires sur les salaires dans la Fonction Publique	30 novembre - 1 <sup>er</sup> décembre	<b>C.E. fédérale. La C.E. décide d'impulser un débat sur les enjeux du projet de traité constitutionnel avec parution du rapport de J.P. Dupont, des fiches confédérales et de fiches fédérales avec réunions de syndiqués et P.V.</b>
9 novembre	Rencontre des Fédérations Equipement / Services Publics	2 décembre	C.E. de l'O.F.I.C.T.
	Invitation à participer aux journées interrégionales de la Fédération des services publics	6 décembre	Réunion DPSM/OS sur la présentation du bilan social 2003
9 novembre	Election CAP des corps d'exploitation. La CGT progresse de 2,4 %	6 – 10 décembre	Semaine d'initiative dans les transports à l'appel des fédérations de l'UIT dont l'Equipement et celle des Ports et Docks – 4 pages tiré à 1 million d'exemplaires
9 novembre	Réunion DPSM/OS sur la « journée solidarité »	7 décembre	Réunion DPSM/OS sur la mise à disposition des agents dans le cadre des transferts
	Lettre de l'O.F.I.C.T.	8 décembre	Journée d'initiatives CGT Fonction Publique sur les salaires
16 novembre	<b>Journée nationale de grève à l'Equipement à l'appel de la Fédération et de toutes ses composantes sur la pérennité de l'emploi, des missions et les garanties pour les personnels. F.O. et C.F.D.T. n'appellent pas bien qu'ayant déposé un préavis, mouvement très suivi chez les OPA, plus diversement ailleurs – article sur « l'Equipement démantelé » dans la N.V.O.</b>	8 décembre	Groupe d'échanges sur le devenir du ministère
16 novembre	Circulaire relative à la réforme de l'administration départementale de l'Etat	9 décembre	Congrès du syndicat C.G.T. de Centrale. Patricia Cerisay est élue Secrétaire Générale
17 novembre	Réunion DPSM/OS sur la parité	9 décembre	Réunion DPSM/OS sur l'intégration des agents de Mayotte
18 novembre	Réunion fédérale sur les parcs	13 décembre	Réunion DPSM/OS sur le remplacement de la N.B.I. géographique
19 novembre	Collectif Attachés	14 – 15 décembre	Conférence nationale de l'UGFF
23 novembre	Collectif confédéral sur aménagement du territoire et décentralisation	15 décembre	Audience DTMPL du collectif CGT Mer
23 novembre	Audience fédérale auprès du DPSM	16 décembre	C.T.P.M. Equipement

20 décembre	Réunion DPSM/OS sur les agents « Berkani »	4 février	Réunion DPSM/OS sur la réorganisation des services
22 décembre	Rencontre fédération / groupe communiste au Sénat	4 février	Collectif Attaché C.G.T.
	<b>2005</b>	5 février	Manifestations unitaires sur les 35 h, l'emploi, les salaires
5 janvier	Table ronde Courtial sur le devenir des parcs et des OPA	8 février	Réunion confédérale sur la mutualité
11 janvier	Audience du CCAS auprès du Ministre	8 – 9 février	C.E.. Fédérale, point sur le devenir des parcs
12 janvier	Réunion du C.C.A.S.	10 février	Table ronde Courtial sur les parcs
13 janvier	Lancement de la campagne confédérale de syndicalisation	10 février	Groupe d'échanges sur le devenir du Ministère
14 janvier	Réunion DPSM/Fédération sur le régime additionnel de retraite	15 février	Audience Fédération/DPSM sur les droits syndicaux
17 janvier	Réunion des organisations CGT à la Rochelle (affaire des « 4 »)	17 février	Elections adjoints et S.A. de centrale
18 janvier	Bureau de l'U.I.T.	22 février	C.N.F.P.
18 janvier	Collectif OFICT ingénieurs	23 février	Journée « décentralisation » à l'Equipement organisée par le groupe communiste et républicain au Sénat
18 janvier	Groupe d'échanges sur le devenir du ministère	23 février	Communiqué de presse fédéral : « il neige en hiver »
18 – 19 – 20 janvier	<b>3 journées de luttes convergentes du service public : le 18 la Poste, le 19 les Cheminots et E.D.F., le 20 avec grèves et manifestations unitaires dans la Fonction Publique. Les 3 Fédérations appellent à l'Equipement - + de 35 % de grévistes.</b>	24 février	Réunion DPSM/OS sur les suicides
21 janvier	Le courrier du militant n° 1155 publie dorénavant les articles concernant le R.S.T. et l'USSERE dans un souci de mutualisation de moyens	25 février	Réunion DPSM/OS sur la réorganisation de l'administration centrale
25 janvier	Réunion DPSM/OS sur GUEPARH	28 février	Réunion du DPSM, M. PARENT/Fédération sur le PLF 2006
31 janvier	Audience fédération/Directeur des Routes	1 <sup>er</sup> mars	C.E. de l'OFICT
31 janvier	<b>Circulaire DPSM accordant des moyens supplémentaires aux O.S. pour les ans à venir</b>		Election à l'I.G.N.. La C.G.T. en fort progrès
31 janvier – 1 <sup>er</sup> février	Session d'étude de l'OFICT sur la formation professionnelle	3 mars	Réunion fédérale des militants maritimes Manche Mer du Nord
31 janvier	Réunion DPSM/OS sur les agents de Mayotte	5 mars	Manifestation à Guéret pour le service public
1 <sup>er</sup> février	Réunion DPSM/OS sur le statut d'Attaché	7 – 10 mars	Congrès de la Fédération CGT des Services Publics. La fédération participe à un débat sur les transferts
2 – 3 février	<b>C.C.N. – Le Secrétaire Général de la Fédération intervient dans le débat sur le projet de constitution européenne pour souligner les conséquences graves pour l'Equipement et ses personnels s'il était approuvé ainsi que la condamnation très majoritaire du Traité dans les réunions tenues à l'Equipement. Il vote la déclaration qui sera adopté par le C.C.N. à une large majorité.</b>	8 mars	Bureau de l'U.F.R.
		9 mars	Réunion DPSM/OS sur l'examen professionnel de S.A.
			Lettre de l'O.F.I.C.T.
		10 mars	<b>Journée unitaire interprofessionnelle public/privé sur les enjeux des 35 h, l'emploi, les salaires. 1 million de manifestants + d'un salarié de l'Equipement sur 4 en grève</b>

11 mars	Groupe de travail « chercheurs »		
15 mars	Audience fédérale auprès de M. COURTIAL	6 avril	Réunion DPSM/OS sur l'ISS
15 mars	Groupe d'échange sur le devenir du ministère	7 avril	Collectif interfédéral « Mer »
16 – 17 mars	<b>Journée de formation des formateurs CGT sur les transferts et réorganisations à l'Équipement. La fédération avec le concours d'Emergences monte une formation de 2 jours avec une quinzaine de sessions en C.I.F.P. de fin mars à début mai.</b>	11 avril	Réunion DPSM/OS sur le suivi des revenus des agents
17 mars	Réunion DPSM/OS sur la fusion des corps d'adjoints	12 avril	Bureau de l'U.I.T.
17 – 18 mars	Assises outre-mer de la Fonction Publique CGT	12 – 13 avril	C.E. fédérale
18 mars	Les O.S. boycottent le C.T.P.M. sur la restructuration à marche forcée de l'administration centrale	14 avril	Réunion DPSM/OS sur le corps des T.S.E.
18 mars	Les O.S. boycottent le C.T.P.M. sur la restructuration à marche forcée de l'administration centrale	14 avril	Collectif fédéral sur les cotisations
19 mars	<b>Manifestation à Bruxelles pour l'emploi et contre la directive Bolkestein – 75.000 manifestants. Le conseil européen décide sa « mise à plat »</b>	15 avril	Réunion DPSM/OS sur le partage des D.D.E.
19 mars	<b>Manifestation à Bruxelles pour l'emploi et contre la directive Bolkestein – 75.000 manifestants. Le conseil européen décide sa « mise à plat »</b>	19 avril	Réunion Fédération/Directeur des Routes sur la construction des D.I.R.
21 mars	Journée internationale contre le racisme	26 avril	Rencontre D.R.A.S.T./CGT
22 mars	Journée d'étude fédérale sur les voies navigables	27 avril	C.C.A.S.
22 mars	Journée mondiale de l'eau	27 avril	Réunion DPSM/OS sur la fusion des corps de S.A.
22 mars	Elections pour le renouvellement des C.T.P. au ministère de l'Ecologie	27 avril	Réunion DPSM/OS sur l'accès aux corps d'inspecteurs et inspecteurs généraux de l'Équipement
22 mars	Réunion DPSM/OS sur les modalités de transfert des contractuels		Relance de la pétition et badge pour la relance des « 4 » de la Rochelle
23 mars	Collectif « attachés » de la CGT		Lettre de l'O.F.I.C.T.
24 mars	<b>Jugement en appel à Pau de Pascal et Michel. Mise en délibéré pour le 26 mai – communiqué de presse UGFF – Fédération – U.D. – SNPTTE</b>	1 <sup>er</sup> mai	Manifestations unitaires
24 mars	Réunion DPSM/OS sur le suivi du revenu des agents	2 mai	Déclaration commune UGFF/Fédération des services publics
25 mars	CTPM Equipement. La CGT cite 8 experts pour illustrer son opposition à la réorganisation de la centrale	3 mai	Rencontre Fédération/Directeur de Cabinet du Ministre
29 mars	Audience fédérale sur l'action sociale	4 mai	Réunion fédérale sur la mutualité et la M.G.E.T.
30 mars	C.C.H.S.	4 mai	C.T.P.M. Ecologie boycotté par l'ensemble des O.S.
30 mars	C.C.N.		Bulletin des Attachés
31 mars	Réunion fédérale des secteurs maritimes « Méditerranée »	9 – 13 mai	Congrès du S.N.P.T.A.S., Sylvain De BIASI est réélu Secrétaire Général
5 avril	Groupe d'échanges sur le devenir du ministère	11 mai	Réunion DPSM/OS sur la mise à disposition et le détachement sans limitation de durée
		16 mai	Lundi de Pentecôte – journée de mobilisation, salaires, emploi, temps de travail, protection sociale et service public avec dépôt de préavis de grève

16 mai	Décret sur l'indemnité de mobilité	16 juin	Groupe de travail sur les PSMO
17 mai	Groupe d'échanges sur le devenir du ministère	16 juin	<b>Groupe d'échanges sur le devenir du ministère : la C.G.T. demande un moratoire dans la mise en œuvre de la loi du 13 août 2004 et de toutes les réformes portant atteinte au service public</b>
17 mai	Journée nationale contre l'homophobie	17 juin	Réunion des organisations CGT à la Rochelle sur les « 4 »
17 mai	Réunion DPSM/OS sur la parité hommes/femmes	21 juin	<b>Rassemblement unitaire des délégations des personnels des parcs à Paris avec remise de plus de 8000 pétitions</b>
17 mai	C.T.P.M.	21 juin	Pétition des personnels maritimes
18 – 19 mai	C.C.N.	21 juin	Journée de mobilisation interprofessionnelle pour l'emploi, les salaires, la protection sociale, le service public
18 mai	Rencontre OFICT/U.F.I.C.T. des services publics	22 juin	<b>Déclaration UGFF/Fédération des services publics demandant un moratoire dans l'application de la loi du 13 août 2004</b>
19 mai	Rencontre fédération C.G.T./Cabinet du Ministre	23 juin	Rencontre des agents de catégorie B à l'initiative de l'OFICT
24 mai	Journée fédérale voies navigables	27 juin	Collectif fédéral Attachés
24 mai	Réunion du groupe de travail « chercheurs »	28 juin	Journée de mobilisation OPA dans les services
25 mai	Bureau Fédéral	28 juin	Bureau de l'U.I.T.
25 mai	Rassemblement régional de 700 agents de l'Equipement à Rennes	28 juin	Réunion DGPA/OS sur la création de C.T.P. en administration centrale
26 mai	Collectif Technicien de l'O.F.I.C.T.		Lettre de l'OFICT
28 – 29 mai	Marche mondiale des femmes à Marseille	1 <sup>er</sup> juillet	Réunion DGPA/OS sur la fusion des corps d'adjoints et agents administratifs
29 mai	<b>Les français rejettent sans équivoque le Traité Constitutionnel Européen</b>	4 juillet	Groupe d'échanges sur le maritime
30 mai	Collectif fédéral jeunes	5 juillet	Audience de la Fédération auprès du nouveau Ministre Perben
1 <sup>er</sup> juin	Journée d'études avec les coordonnateurs C.G.T. des D.I.R.	6 juillet	Rencontre de l'UFE avec le Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable
2 juin	Réunion CGT d'Attachés	6 juillet	Réunion M. Courtial/O.S. sur les conclusions provisoires de son rapport
7 juin	C.E. de l'O.F.I.C.T.		Bulletin des Attachés
7 juin	Réunion DPSM/OS sur les dessinateurs	7 juillet	Groupe de travail ministériel sur les T.S.E.
8 – 9 juin	Assemblée Générale de la M.G.E.T.	8 juillet	Appel à la signature de motions contre les menaces de sanction visant Bertrand Detournay
9 juin	Journée de mobilisation des retraités sur leur pouvoir d'achat	11 juillet	C.C.H.S.
9 juin	<b>Appel du SNPTTE à la grève des personnels d'exploitation</b>		
9 juin	Rencontre du secrétaire général de la Fédération/SNPTTE		
	Journal T.S.		
14 juin	Journée d'initiatives de l'U.I.T.		
14 juin	Réunion DGPA/OS sur la fusion des corps d'adjoints		

12 juillet	Rencontre OS/ADF au Sénat	28 – 29 septembre	C.C.N.
20 juillet	Déclaration de la CGT sur la privatisation des sociétés d'autoroutes	29 septembre	C.T.P.M.
20 juillet	C.T.P.M.	3 octobre	Lettre de l'O.F.I.C.T. La Fédération apporte son soutien aux salariés de la S.N.C.M.
21 juillet	Groupe d'échanges sur la LOLF	3 – 7 octobre	Congrès du SNOPA. Patrick Fabre est réélu Secrétaire Général
29 juillet	Lettre de Perben à la Fédération suite à l'audience de début juillet	4 octobre	<b>Journée Nationale unitaire interprofessionnelle avec arrêts de travail sur l'emploi, les salaires et les droits collectifs. Appel unitaire dans la Fonction Publique. A l'Équipement l'appel fédéral porte aussi sur le service public l'IRCANTEC et les libertés syndicales – appel commun des 3 fédérations CGT Équipement/Transports et Construction. 1 million de manifestants + que le 10 mars avec une place importante du privé. La CGT exige partout des négociations et se prononce pour un nouveau temps fort.</b>
25 août	Réunion confédérale des Fédérations et U.D. – La C.G.T. se prononce pour une mobilisation unitaire interprofessionnelle public/privé avec grèves et manifestations	5 – 6 octobre	Journées de l'UGFF sur le service public de proximité
3 septembre	Manifestation C.G.T. après les incendies d'habitations vétustes	10 octobre	CTPM sur le budget
5 – 6 septembre	Journées du R.S.T. à Lyon	11 octobre	Bureau de l'U.I.T.
6 septembre	Réunion CGT à la Rochelle sur les « 4 »	13 octobre	C.E. de l'OFICT
7 septembre	Réunion interrégionale Bretagne/Pays de Loire	14 octobre	Réunion DGPA/OS sur les CDD
8 septembre	Les 5 confédérations appellent à une journée avec grève et manifestations pour le 4 octobre	17 octobre	Audience fédérale auprès de la D.G.P.A., Mme Jacquot, sur la situation de militants et les droits syndicaux
13 septembre	Réunion DGPA/OS sur le calendrier électoral	17 octobre	Réunion DGPA/OS sur taux promus/promouvables
13 septembre	Réunion du groupe d'échanges sur l'action sociale	17 – 21 octobre	Stage fédéral hygiène et sécurité
14 septembre	Rencontre U.I.T. sur les autoroutes	18 octobre	Election des C.T.P.S. d'administration centrale
15 septembre	Groupe de travail Attachés	18 – 19 octobre	Conseil national du S.N.P.A.M. – C.G.T.
	Pétition U.I.T. contre la régression sociale et le tout camion	20 octobre	Réunion DGPA/OS sur les élections
15 septembre	Réunion DGPA/OS sur l'évaluation de la politique du ministère	25 octobre	C.T.P.M.
15 septembre	Groupe de travail DGPA/OS sur les T.S.E.		Pétition fédérale et « 4 pages » fonction publique CGT sur l'IRCANTEC
20 – 21 septembre	C.E. Fédérale		Consultation des adhérents dans le cadre de la préparation du 48 <sup>ème</sup> Congrès
	4 pages confédéral : « la CGT vous la voulez comment ? »	3 novembre	Colloque du ministère sur le handicap
	Mise en place d'un réseau confédéral sur les luttes revendicatives	7 novembre	Groupe d'échanges sur le devenir du ministère
22 septembre	Audience fédérale auprès du Directeur Général des Routes		
23 septembre	Réunion fédérale à Mâcon pour Bertrand Detournay		
28 septembre	C.C.A.S.		
28 septembre	Groupe d'échange sur le devenir du ministère		

8 novembre	Journée fédérale sur les D.I.R.	14 décembre	Table ronde Courtial sur les OPA
8 novembre	Réunion DGPA/OS sur les CDD	15 décembre	C.T.P.M.
8 novembre	C.C.H.S.	15 décembre	C.A. de l'I.R.C.A.N.T.E.C. Le Ministre annonce la suspension de la réforme
9 – 10 novembre	Journées d'action interprofessionnelles public/privé dans les entreprises à l'appel de la C.G.T.	21 décembre	Bureau de l'U.I.T.
14 – 18 novembre	Congrès de la fédération C.G.T. des Transports		<b>2006</b>
19 novembre	Manifestation nationale pour la défense des services publics	2 janvier	Circulaire relative à la mise en œuvre de la réforme de l'administration départementale de l'Etat
21 novembre	C.T.P.M.	5 janvier	Dépôt d'un préavis de grève de la fédération pour le 24 janvier
22 novembre	Bureau de l'U.I.T.		Adresse de l'O.F.I.C.T. à l'encadrement
23 novembre	Groupe d'échanges sur le devenir du ministère	10 janvier	Réunion DGPA/OS sur la LOLF
24 novembre	C.C.H.S.	11 janvier	Réunion réunion fédérale sur les bases aériennes
25 novembre	Boycott du C.T.P.M. par les 3 fédérations syndicales	11 janvier	C.C.N.
24 – 25 novembre	Congrès de l'O.F.I.C.T. Bruno Hummel est élu Secrétaire Général	12 janvier	Réunion fédérale sur les voies navigables
28 novembre	Rencontre Fédération/M.G.E.T.	12 janvier	C.C.H.S.
29 – 30 novembre	<b>C.E. Fédérale engagement d'une pétition nationale sur les garanties nationales pour les personnels et les services et un moratoire dans la mise en œuvre des réformes en cours et mise en débat d'une action de grande ampleur fin janvier</b>	16 janvier	Déclaration unitaire des O.S. de la Fonction Publique pour une journée de grève le 2 février. Maintien de l'appel fédéral pour le 24 après consultation des composantes
	Elections I.P.C. – La C.G.T. progresse de 2,4 %	16 janvier	De Villepin annonce le C.P.E.
5 décembre	C.T.P.M.. La D.G.R. renonce provisoirement à une circulaire incitant à la conduite à 1 par véhicule. La C.G.T. renouvelle sa demande de moratoire. Le D.G.P.A. annonce un décalage dans le calendrier des transferts	17 janvier	C.C.A.S.
6 décembre	Réunion DGPA/OS sur S.A.M.	18 janvier	Réunion DGPA./O.S. sur les E.T.P.
6 décembre	Rencontres d'Options sur la protection sociale	19 janvier	Réunion de la commission d'orientation du 13 <sup>ème</sup> congrès fédéral
7 décembre	Réunion fédérale des présidents de CLAS C.G.T.	20 janvier	Audience de la fédération auprès de la D.G.P.A. sur les garanties nationales, le recrutement et le catégoriel 2006
8 décembre	Journée de rencontre des Présidents de C.L.A.S. La D.G.P.A. est vivement interpellée		Premier appel à la mobilisation pour le 30 mars à la ROCHELLE
8 décembre	Réunion des O.S. sur l'audit Bases Aériennes	24 janvier	Journée d'action et de grève à l'Equipement. Entrevue de la fédération avec le directeur de Cabinet du Ministre. Dépôt de 15.000 pétitions nationales. 4000 seront envoyées plus tard. Des arrêts de travail diversément suivis : aucun transfert de service n'aura lieu avant la fin de l'année. Diversités d'initiatives – écho dans la presse.
	Distribution d'un tract fédéral au Congrès des Maires de France	25 janvier	Journée d'étude UGFF sur les services publics de proximité
12 décembre	Groupe d'échanges sur l'action sociale		
13 décembre	Réunion fédérale sur les élections 2006		

25 janvier	Rencontre SNPTTE/Secrétaire Général de la Fédération, critique sévère de la direction fédérale et du Secrétaire Général. Annonce d'une candidature PTTE pour le poste de Secrétaire Général au 13 <sup>ème</sup> congrès.	7 mars	Rencontre Fédération Equipement/fédération des Services Publics
26 janvier	Collectif fédéral pour la mise en œuvre du site WEB	7 mars	<b>Journée nationale unitaire d'action contre CPE. Manifestation dans toute la France, plus d'un million de salariés ont manifesté.</b>
26 janvier	C.T.P. inter Diren	8 mars	Journée d'initiatives salle du C.C.N.
26 janvier	C.T.P.M. Equipement	9 mars	Congrès du Syndicat CGT du LCPC. Corinne Husson est élue Secrétaire Général
30 janvier	Bureau de l'U.I.T.	10 mars	Temps fort au congrès de l'U.D. de Charente Maritime sur les « 4 » de la Rochelle
31 janvier	1 <sup>ère</sup> journée d'action contre le CPE à l'appel des organisations lycéennes et étudiantes et de la seule C.G.T.	10 mars	Réunion confédérale sur pénibilité et santé au travail
31 janvier	Congrès du SNPP. Olivier Ledouble est élu Secrétaire Général		Bulletin T.S.
2 février	<b>Journée unitaire de grève et de manifestation dans la fonction publique sur les salaires. La Fédération appelle à cette journée</b>	13 – 17 mars	Congrès de l'UGFF. Jean Marc CANON est élu Secrétaire Général
6 février	Réunion DGPA/O.S. sur la réorganisation du service social		Déclaration commune UFE/CGT Finances et industrie contre la fusion DRIRE/DIREN
7 février	<b>Journée d'action et de manifestation pour le retrait du CPE</b> Journal T.S.	16 mars	Assises confédérales sur la précarité
10 février	Audience DGPA/O.S. sur la G.P.E.C.	16 mars	<b>Décret portant création et organisation des D.I.R.</b>
14 février	<b>Manifestation à Strasbourg contre la directive Bolkestein</b>	18 mars	<b>Nouvelle journée nationale de manifestation pour le retrait du CPE à l'appel de tous les syndicats.</b>
15 – 16 février	Conférence de l'U.I.T.	21 mars	Elections CAP CCP CAD personnels administratifs et techniques. La CGT progresse de 1,6 %
18 février	Manifestation des sans papiers à Paris	21 mars	Journée internationale contre le racisme
20 février	Groupe d'échanges sur le devenir du ministère	22 mars	Rencontre fédération/M.G.E.T.
21 février	C.C.H.S.	22 mars	Réunion DGPA/Fédération sur la politique de formation
27 février	Rencontre des présidents de CLAS CGT	22 mars	Réunion fédérale sur le site Web
28 février	Rencontre nationale des présidents de CLAS	23 mars	Réunion fédérale sur les D.I.R.
28 février	Collectif Attaché C.G.T.	24 mars	Réunion fédérale sur les droits syndicaux
1 <sup>er</sup> mars	Réunion DGMT/OS sur le CTP Mer	27 mars	Groupe de travail DGPA/O.S. sur les T.S.E.
1 <sup>er</sup> – 2 mars	C.C.N.	28 mars	<b>Journée de grève interprofessionnelle unitaire pour le retrait du CPE. La fédération appelle à la grève. 3 millions de manifestants.</b>
2 mars	Groupe de travail ministériel sur le R.I.N. Appel de l'O.F.I.C.T. au vote C.G.T. le 21 mars	28 mars	Délégation d'originaires d'outre-mer à la Fonction Publique
6 mars	Audience fédérale auprès du D.G.R., M. Parise	29 mars	Bureau fédéral à la Rochelle – appel à la journée de grève du 4 avril
6 mars	C.I.A.C.T.	30 mars	<b>6.000 manifestants à la Rochelle pour la relaxe des « 4 »</b>

30 mars	C.T.P. inter Diren	4 mai	Réunion DGPA/O.S. sur les structures de l'action sociale
3 avril	Groupe d'échanges sur le secteur maritime	4 mai	Réunion Fédération Equipement/Fédération des Services Publics sur la filière exploitation
4 avril	<b>Nouvelle journée interprofessionnelle unitaire de grève. Plus de 3 millions de manifestants</b>	5 mai	Journée U.I.T. contre la libéralisation et pour le service public
5 avril	Bureau de l'U.I.T.	9 mai	Réunion du comité spécifique de suivi
5 avril	Rencontre fédération C.G.T./SYAC agriculture		Adresses SNOPA/OFICT en direction des agents de maîtrise et des techniciens OPA
6 avril	C.E. de l'O.F.I.C.T.	10 mai	C.C.A.S.
6 avril	Réunion DGMT/O.S. sur le C.T.P. Mer	10 mai	Groupe technique sur le devenir du ministère
7 avril	Réunion DGPA/O.S. sur la restructuration des services sociaux	10 mai	Journée confédérale contre les discriminations
10 avril	<b>Le gouvernement annonce le retrait du CPE</b>	11 mai	C.T.P.M.
11 avril	C.T.P.M. Equipement	16 mai	Election CCOPA. La C.G.T. avec 62,25 % progresse de 0,8 %
18 avril	Groupe d'échanges sur le devenir du ministère	17 mai	Réunion sur le site fédéral
	Lettre de l'O.F.I.C.T.	18 mai	C.C.H.S.
18 avril	Lettre de la Fédération à la DGPA exigeant l'ouverture de négociations sur toutes les questions en suspens	18 mai	C.E. O.F.I.C.T.
19 avril	Réunion DGPA/OS sur le S.E.R.M.	18 mai	Déclaration Fédération Equipement/Fédération des Services Publics pour une journée d'action le 8 juin
30 avril	Réunion Gandil/O.S. sur la fusion DDE/DDAF	23 mai	Collectif Attaché
21 avril	Courrier fédéral à la DGPA sur les moyens de la M.G.E.T.	23 mai	Groupe d'échanges sur le devenir du ministère
24 – 28 avril	<b>48<sup>ème</sup> congrès confédéral. Bernard THIBault est réélu le Secrétaire Général. Le congrès adopte la réforme des cotisations</b>	23 mai	Réunion DGPA/O.S. sur le R.S.T.
	Journal Echanges sur la catégorie B	29 mai	Rencontre fédération Equipement/Fédération des Services Publics
1 <sup>er</sup> mai	Manifestation	29 mai – 2 juin	Stage fédéral action sociale
2 mai	Réunion fédération Equipement/Fédération des Services Publics sur droits syndicaux et organismes consultatifs		Appel de l'O.F.I.C.T. à la journée du 8 juin
3 mars	Journée fédérale avec les coordonnateurs CGT des D.I.R. – adoption d'un cahier revendicatif	30 mai	Journée fédérale d'étude sur le maritime
3 mai	Groupe d'échanges sur le maritime		Pétition audit Copé sur l'E.N.I.M.
4 mai	Forum social européen d'Athènes		Lettre des Fédérations Equipement/Marins/Ports et Docks.
4 mai	Audience UFE avec la Ministre N. OLLIN	1 <sup>er</sup> juin	<b>Rassemblement à la Rochelle le jour du délibéré. 2 relaxes, 2 mois de prison avec sursis et 1.100.000 euros d'amendes à payer solidairement pour les 2 autres. Décision est prise de faire appel du jugement rendu.</b>

7 juin	Circulaire DGPA sur les garanties nationales apportées aux agents dans la perspective des mobilités et des transferts	3 juillet	Réunion DGPA sur le renouvellement des C.T.P.S.
8 juin	<b>Journée nationale d'action et de grève à l'Équipement. La grève est faiblement suivie. Audience commune des Fédérations Equipement et Services Publics auprès du Directeur de Cabinet du Ministre délégué aux collectivités locales</b>	4 juillet	Réunion DGPA/O.S. sur la charte de gestion des Attachés
13 – 16 juin	Congrès de l'U.S.S.E.R.E., Nicolas Baille est élu Secrétaire Général	4 juillet	Réunion DGPA/O.S. sur les suicides
14 juin	Réunion de la C.N.F.P. journal T.S.	5 juillet	Réunion DGPA/O.S. sur la GPRH
19 – 24 juin	Lancement d'une campagne confédérale sur les salaires	6 juillet	Comité spécifique de suivi
20 juin	C.C.H.S.	6 juillet	Journée de l'O.F.I.C.T. sur la catégorie B
22 juin	A.G. de la M.G.E.T.	10 juillet	Journée fédérale sur les bases aériennes
22 juin	Réunion DGPA/O.S.	11 juillet	Groupe d'échanges sur le devenir des bases aériennes
23 juin	Réunion DGPA/OS sur la charte de gestion des Attachés	11 – 12 juillet	C.E. Fédérale. Le projet de document d'orientation 13 <sup>ème</sup> congrès est adopté.
23 juin	Réunion DGPA/O.S. sur le protocole Jacob	12 juillet	Courrier de l'A.D.F. aux P.C.G. sur les transferts de personnels Equipement
26 juin	C.T.P.M. Equipement	18 juillet	C.T.P.M.
26 – 27 juin	C.C.N.	18 juillet	Déclaration CGT sur le proche orient
26 – 30 juin	Stage fédéral hygiène et sécurité	28 juillet	Déclaration commune des O.S. pour un cessez le feu sans conditions Appel à la solidarité avec l'avenir social
27 juin	Audience fédération Equipement/Services Publics auprès de l'ADF	26 août	Manifestation avec les sans papier
27 juin	Groupe d'échanges sur le service social	30 août	Réunion sur le site fédéral
28 – 29 juin	C.E. Fédérale – convocation d'une C.E. supplémentaire en juillet – aucun accord sur le poste de Secrétaire Général	31 août	Réunion confédérale de rentrée Adresse fédérale aux militants sur les infrastructures aéronautiques.
30 juin	Réunion des organisations CGT à la Rochelle suite au jugement rendu		
1 <sup>er</sup> juillet	Manifestation contre l'immigration jetable		

## Abréviations utilisées

A.D.F.	Assemblée des Départements de France	R.T.T.	Réduction du Temps de Travail
A.S.F.	Autoroutes du Sud de la France	S.A.	Secrétaire Administratif
C.C.A.S.	Comité Central d'Action Sociale	S.A.M.	Suivi des Activités du Ministère
C.C.N.	Comité Confédéral National	S.E.R.M.	Schéma des Effectifs et du Recrutement Ministériel
C.E.	Commission Exécutive	S.G.	Secrétaire Général
C.I.A.C.T.	Comité Interministériel d'Aménagement et de Compétitivité des Territoires	S.N.E.	Syndicat National de l'Environnement
C.N.F.P.	Commission Nationale de Formation Professionnelle	S.N.O.P.A.	Syndicat National des Ouvriers de Parcs et Ateliers
C.N.T.	Conseil National des Transports	S.N.P.T.A.S.	Syndicat National des Personnels Techniques, Administratifs et de Service
C.S.F.P.	Conseil Supérieur de la Fonction Publique	S.N.P.T.T.E.	Syndicat National des Personnels Techniques et de Travaux de l'Équipement
C.S.P.	Conseil Supérieur de la Pêche	T.S.E.	Technicien Supérieur de l'Équipement
C.T.P.M.	Comité Technique Paritaire Ministériel	U.C.R.	Union Confédérale des Retraités
D.A.F.A.G.	Direction des Affaires Financières et de l'Administration Générale	U.F.R.	Union Fédérale des Retraités
D.G.P.A.	Direction Générale du Personnel et de l'Administration	U.G.F.F.	Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires
D.I.R.E.N.	Direction Régionale de l'Environnement	U.N.S.A.	Union Nationale des Syndicats Autonomes
E.N.I.M.	Etablissement National des Invalides de la Marine	U.I.T.	Union Interfédérale des Transports
G.P.R.H.	Gestion Prévisionnelle des Ressources Humaines	U.S.S.E.R.E.	Union des Syndicats des Services d'Études et de Recherche de l'Équipement
G.U.E.P.A.R.H.	Gestion Unifiée et Partagée des Ressources Humaines		
M.G.E.T.	Mutuelle Générale de l'Équipement et des Territoires		
O.F.I.C.T.	Organisation Fédérale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens		
O.S.	Organisations Syndicales		
P.C.F.	Parti Communiste Français		
P.L.F.	Projet de Loi de Finances		

## **Le transfert des services maritimes portuaires de l'Équipement**

### **Rappel pour mémoire du système portuaire sous tutelle de l'Équipement:**

- 7 **ports autonomes** sous tutelle de l'Etat assurent 78% du trafic marchandise.
- 23 **ports d'intérêt national** (PIN) concédés généralement aux CCI, assurent près de 20 % du trafic (50 % des marchandises non conteneurisées et 80 % du transport de passagers).
- 18 PIN sont transférables – CALAIS / BOULOGNE / DIEPPE / CAEN / CHERBOURG / ST MALO / BREST – LE FRET – ROSCANVEL / CONCARNEAU / LORIENT / BAYONNE / LA ROCHELLE / SETE / PORT LA NOUVELLE / TOULON / NICE et 1 seul outre mer, LARIVOT en Guyane.

Les services maritimes sont tantôt organisés en services spécialisés «autonomes» (Languedoc – Roussillon (SMNLR) ou Pas de Calais (SMBC) ou rattachés au directeur d'un port autonome (St-Nazaire – Marseille - ...), tantôt intégrés au sein des DDE (subdivision maritime..). Ces services, de quelques agents à près de 400 au SMNLR, comptent environ 3000 agents de toutes catégories y compris marins (environ 400) en métropole et DOM.

Ces services de l'Équipement assurent, sous la tutelle de la DGMT, les missions suivantes:

- **les missions portuaires** (échelon déconcentré de l'Etat pour les Ports d'intérêts National / PIN) ; - entretien des ouvrages – police – ingénierie et aménagement des infrastructures – tutelle des concessionnaires – gestion du domaine portuaire .

- La gestion du littoral, domaine public, POLMAR, érosion, qualité des eaux.

- La signalisation maritime et la sécurité maritime, l'exploitation et la maintenance des phares et balises et des centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS).

Ce sont les **missions portuaires** exercés au sein des PIN qui sont transférables ainsi que le domaine portuaire, le matériel et les bâtiments.

**600 agents** environ sont concernés.

(rappel ; 600 ports ont déjà été transférés aux départements et communes en 1984 mais l'impact n'avait pas du tout été le même dans la mesure où tous les plus grand ports restaient d'Etat et où les textes n'ont pas opérés de scission de services ni de transfert d'agents ; ce sont pour l'essentiel des situations de mises à disposition qui se sont appliquées et qui dans certains cas se sont prolongées jusqu'à aujourd'hui.)

### **Les transferts, les échéances, la situation.**

**Bilan et point sur les candidatures** ; (il s'agit bien de candidature officielle ayant fait l'objet de délibération et non pas d'intention)

Pas de candidat : Le Fret, Roscanvel, La Rochelle (pêche) ; Candidature unique : Bayonne / région Aquitaine ; Dieppe / région Haute Normandie ( ?) ; Concarneau / département du Finistère ; Larivot / commune de Matoury (mais délai de 6 mois ouvert pour candidature concurrente) ; Port la Nouvelle / région; Sète / région; Toulon /région; Nice / département . Candidatures multiples ou concurrentes ; Calais / région et EPCI ( Etablissement Public de Coopération Intercommunale) ; Boulogne / région et EPCI ; Cherbourg / région et département ; Saint-Malo / région et ville pour le port de plaisance ; Brest / région et ville pour le port de plaisance ; Lorient / région et département pour le port de pêche. Syndicats mixtes potentiels (?); Calais - Boulogne / un Syndicat Mixte unique ou un par port ; Caen - Cherbourg / préférence pour un syndicat unique (?); Toulon (?)

Les préfets ont du ( ?) procéder, dans le courant de l'été, à la désignation des bénéficiaires ;

Région; en Bretagne, Languedoc Roussillon, Aquitaine et PACA pour Toulon.

En attente; pour Nord – Pas de Calais ( et ? Caen – Cherbourg).

#### **Les transferts des services et des agents.**

1<sup>ère</sup> phase : Mise à disposition des services : dès le transfert de compétence (1<sup>er</sup> janvier 2007 au plus tard) avec une convention signée dans les 3 mois qui suivent le transfert de compétence

Photographie des ETP « transférables » au 31/12/2005 pour un port transféré au cours de l'année 2006 ou au 31/12/2006 pour un port transféré le 1<sup>er</sup> janvier 2007

2<sup>ème</sup> phase :Décret de transfert de services : pas de date dans la loi

Objectif de publication du décret de transfert des services ; mi 2007 pour un transfert au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2008 par le biais d'un arrêté du préfet pris 1 mois après la publication du décret.

Préalable : identification des services transférés et des agents affectés dans ces services

Mise à disposition à titre individuel des agents

L'intégration des agents dans la fonction publique territoriale ;

- Sur la base des dispositions des décrets d'homologie : corps d'accueil et conditions indiciaires
- Un choix individuel (droit d'option): les agents peuvent choisir entre le détachement sans limitation de durée sur un cadre d'emplois de la FPT et l'intégration dans la FPT

Le droit d'option des agents ;

- Réservé aux fonctionnaires: durée 2 ans à compter de la publication du décret de transfert de service
- Date d'effet du droit d'option (LFI 2006): - Le 1er janvier n+1, s'il est exercé avant le 31 août de l'année n - Le 1er janvier n+2, s'il est exercé entre le 1er septembre et le 31 décembre de l'année n - En l'absence de choix, détachement sans limitation de durée au 1er janvier de la 3ème année suivant la publication du décret de transfert, s'il est publié entre le 01/01 et le 31/08 ou au 1er janvier de la 4ème année suivant la publication du décret de transfert, s'il est publié entre le 01/09 et le 31/12

Cas des OPA ;

La loi prévoit leur mise à disposition à titre individuel (article 107)

Évolution du statut : dans le même cadre que les OPA des parcs (suites du rapport Courtial)

Le cas particulier des capitaineries ;

Les ETP au titre des missions exercées pour le compte de l'autorité portuaire seront identifiés

Dans un premier temps, le décret de transfert des services ne concernera pas la capitainerie qui restera mise à disposition dans le cadre de la convention générale

Cas des marins ;

Analyse de l'Etat : les contrats de marins sont repris par la collectivité qui bénéficie du transfert des ports. Saisine du Conseil d'Etat pour confirmer cette analyse.

### **Les revendications CGT :**

**A noter:** La mise en place, il y a plus d'un an, d'un groupe d'échange spécifique maritime revendiqué par la fédé CGT a permis la prise en compte de la spécificité maritime dans sa diversité ignorée pour l'essentiel par l'administration .

Le fait que la Région soit la collectivité bénéficiaire du transfert constitue une donnée très particulière par rapport aux autres transferts ( collectivité spécifique sans grand moyens de gestion mais en même temps une volonté exprimée de développer l'activité portuaire (par exemple la région Bretagne s'engage sur un projet de développement portuaire )

Des expressions CGT régionale interprofessionnelle fortes sur les ports ont eu lieu ( Bretagne, Nord – Pas de Calais, Aquitaine, La Rochelle ).

La CGT est très diversifiée dans le secteur portuaire maritime (et les relations sont peu développées avec la fédé des Ports et Docks qui syndique le plus grand nombre des personnels travaillant sur les places portuaires – personnels CCI, personnels des ports autonomes, dockers, grutiers....etc) .

Rappel que les Ecoles Nationales de la Marine Marchande sont également appelés à être transférées aux Régions et que la signalisation maritimes portuaires est aussi désormais concernée par des projets de transferts (!).

### **Rappel des positions exprimées par la CGT Equipement de façon constante ;**

- Rappeler en toutes occasions l'opposition fédérale à décentralisation, transferts, et le moratoire ...etc.
- Réaffirmer notre refus du désengagement de l'Etat tout en reconnaissant l'intérêt d'un renforcement des liens des ports avec les territoires (hinterlands) et notamment les régions.
- Opposition au morcellement des activités portuaires nationales ( entre PIN et PA) qui va être accentué du fait de la régionalisation. Et dans ce contexte comment garantir une politique maritime française ?.
- Opposition au morcellement des activités des PIN et du patrimoine. L'autorité portuaire doit être clairement identifiée et unifiée - nous sommes inquiets par exemple des difficultés à déboucher dans le Nord, des oppositions entre Calais et Boulogne – nous ne sommes pas d'accord avec l'éclatement des activités (pêche, commerce, tourisme) entre les collectivités – Nous sommes totalement opposé à la vente des terrains portuaires (ventes à la découpe du patrimoine).
- Il faut garantir la maîtrise publique du secteur portuaire et des activités. Le système portuaire français est globalement un système public, il faut le préserver en le faisant évoluer. Il y a une grande incertitude sur l'avenir des concessions et des structures de gestion des ports (privés ou publiques) qui seront mises en place par les collectivités. La C.G.T. refuse la mise en concurrence des gestionnaires de ports et le recours aux appels d'offre. Nous sommes pour une maîtrise publique confirmée et raffermissée. Nous sommes opposés à toutes privatisations des concessions.
- Redynamiser l'activité maritime nationale laissée largement à l'abandon en l'inscrivant résolument dans une perspective multimodale de transport. Besoin d'investissement dans les infrastructures. Besoins d'une ingénierie publique (avenir du CETMEF)
- Quelle structure de pilotage vont mettre en place les régions qui ne disposent pas de « services des ports ».
- Pour les agents transférés ; s'adosser au cadrage national général – garantir l'emploi – refuser l'éclatement des missions – garantir la pérennité des métiers – et des statuts. Avoir une note de l'ARF sur les transferts équivalent à celle de l'ADF.

# **Association des Régions de France**

## **Fédération de l'Équipement et de l'Environnement**

Rencontre du 6 Septembre sur les transferts des services maritimes et des voies navigables  
CGT :

Bernard SALANDRE : secrétaire général de la fédération - Jean GAUDEFROY : secrétaire fédéral - **PTTE VN** : Eric COLLIN - **PTAS** : Gilles BROCHARD - **Phares et Balises** : Didier ALLIGNE - **Officier de Port** : François RECHER - **UIT** : Gérard LEBRIQUER - **SNOPA** : Roger VIRY, Charles BREUIL.

### **Association des Régions de France :**

Alain ROUSSET : Président Socialiste de l'ARF et président de la région Aquitaine - Elisabeth DUPONT-KERLAN ; Déléguée au transport-environnement-énergie (ICPC).

En l'absence du Président de l'ARF, Mme DUPONT-KERLAN se propose de lister les points et les questions que nous souhaiterions aborder.

La CGT fait remarquer la difficulté d'aborder la réunion en l'absence du président et souligne que le but de cette rencontre est d'aborder le devenir et la continuité des missions de service public dans le domaine maritime et des voies navigables.

Dans les services maritimes se sont environ 600 personnels transférés, ce qui est complexe en raison de la diversité des métiers et des statuts différents.

Mme DUPONT-KERLAN précise qu'un travail de réflexion est lancé par entre les régions maritimes sur les aspects techniques mais l'urgence du calendrier les inquiète fortement.

A la question sur le statut et l'avenir d'environ 200 OPA transférés, elle répond que cela dépend des suites apportées au rapport COURTIAL.

La CGT pose aussi le problème du mode de représentation des personnels transférés. En effet des élections ne pourront avoir lieu avant le transfert des personnels.

Mme DUPONT-KERLAN nous dit que c'est déjà un problème abordé avec les personnels TOS de l'Éducation Nationale et qui n'est pas encore réglé.

La CGT pose la question du régime indemnitaire et demande si l'ARF a eu connaissance de la circulaire sur le maintien des rémunérations et des autres textes de l'administration sur les transferts.

Mme DUPONT-KERLAN n'as pas eu connaissance de ce document et reconnaît que des textes sont parus à propos des transferts des routes mais que beaucoup de choses restent à approfondir en ce qui concerne le domaine portuaire.

La CGT évoque les problèmes de dialogue et de concertation avec l'administration dans le secteur maritime malgré l'obtention d'une réunion dans le cadre du groupe d'échange. La CGT interroge l'ARF sur ses relations avec le ministère de l'Équipement.

Mme DUPONT-KERLAN reconnaît que les seuls échanges avec l'administration sont centrés sur les aspects financiers.

La CGT demande si l'ARF a pleinement conscience de l'état des ports (infrastructures et patrimoine) du fait de l'abandon d'une réelle politique portuaire au niveau national depuis de nombreuses années.

Mme DUPONT-KERLAN répond que des audits ont été réalisés, que les DDE ont fournis des états du patrimoine et que des dossiers ont été transmis par les préfets.

La CGT est consciente que les régions ont envie de développer les activités portuaires mais l'insuffisance de moyens risque d'être un frein majeur. Nous revendiquons la garantie de la maîtrise publique du secteur portuaire et de ses activités qui doit rester un système globalement public qu'il faut préserver en le faisant évoluer.

Mme DUPONT-KERLAN reconnaît qu'évidemment chaque région aura la maîtrise totale de sa politique portuaire. (Le président Alain ROUSSET rejoint la réunion avec pratiquement une heure de retard. Mme DUPONT-KERLAN lui fait part de l'avancée des discussions et rappelle les principales questions.)

Le président ROUSSET se présente comme un ardent « décentralisateur ». Il invoque le transfert des personnels TOS des lycées qui selon lui s'est bien passé. Il affirme qu'aucun transfert précédent ne s'est fait au détriment des agents que cela soit dans les domaines statutaires et des conditions de travail.

En défenseur convaincu de la décentralisation, il dénonce le rôle de l'Etat qui crée des doublons et n'utilise pas l'argent public à bon escient. Il prend en exemple les lycées et le domaine ferroviaire qui se sont développés depuis qu'ils sont sous la compétence des régions.

La CGT rappelle son opposition à cette loi de décentralisation qui se résume à un transfert de charges vers les collectivités et qui va entraîner un déséquilibre entre les régions riches et les régions pauvres. Pour l'Equipement, globalement, nous considérons qu'il s'agit du démantèlement d'un service public national efficace notamment auprès des petites collectivités. La CGT rappelle plus spécialement sa conception de la maîtrise publique dans le domaine portuaire et des voies navigables.

Le président ROUSSET reconnaît qu'il y a un gros problème de financement avec une fiscalité mal adaptée. C'est pour lui, les régions qui sont le plus handicapées par rapport aux départements qui ont des ressources fiscales suffisantes. En ce qui concerne le démantèlement du service public, il nous renvoie auprès du gouvernement actuel et de notre ministère.

La CGT attire l'attention sur les conséquences de la décentralisation qui vont entraîner la diminution des moyens des services de l'Etat notamment dans le domaine de la police portuaire (l'exemple est donné de la suppression de postes d'officiers de ports par certains DRE ce qui évidemment affaiblit tout le dispositif), la signalisation, les accès et le respect de la réglementation internationale (AISM)

Le président ROUSSET se dit prêt à prendre ces compétences à condition qu'on lui donne les moyens.

La CGT interroge le Président sur les statuts particuliers (agents, OPA et marins) ainsi que sur les régimes indemnitaires afférents à ces métiers. Il serait souhaitable que l'ARF donne des consignes aux différentes régions comme l'a fait l'ADF auprès de ses départements.

Le président ROUSSET demande à ces services d'interroger le ministre PERBEN sur ces sujets. Il se dit favorable à la rédaction d'un vademecum.

La CGT s'inquiète de la mise en concurrence et de la compétitivité entre les régions ce qui est incohérent avec une notion de service public synonyme d'égalité de traitement des citoyens.

Le président ROUSSET se dit favorable à cette forme de compétition entre les régions qui amène une émulation constructive. Il prend en exemple l'Espagne (pays décentralisé) qui a su prospérer aussi grâce à l'Europe. Pour lui, c'est une erreur de penser que l'Etat distribue de l'égalité !

La CGT questionne sur le devenir de la concession avec la CCI qui arrive à terme au **port de Bayonne**.

Le président ROUSSET répond qu'il suivrait la loi et que son intention serait de renouveler la concession avec la CCI. Mme DUPONT-KERLAN lui fait remarquer cependant qu'un appel à la concurrence pourrait être envisagé par « sécurité ». Le Président reconnaît effectivement que c'est un outil économique avec une logique de rentabilité.

La CGT conteste cette position et souligne qu'il n'y a pas d'obligation à un appel d'offre et en tout cas il faut préserver la maîtrise public seul capable de garantir l'emploi et les garanties statutaires.

La CGT intervient à nouveau sur le mode de représentation des personnels de l'équipement, sur les droits syndicaux et sur la formation.

Le président ROUSSET n'a pas de réponse pour l'instant mais s'engage à en donner rapidement.

La CGT pose le problème du transfert des voies navigables.

Le président ROUSSET émet beaucoup de réserves à ce sujet et reconnaît qu'il existe un véritable rapport de force avec l'Etat. En tout cas le transfert est bloqué pour l'instant.

*(Le président ROUSSET quitte la séance à ce moment)*

La CGT ne souhaite pas continuer cette audience et demande que d'autres rendez vous soient fixés avant la fin de l'année afin d'approfondir certains points (par exemple : le rôle du CETMEF).

Mme DUPONT-KERLAN répond qu'elle ne peut fixer une date car des questions doivent être posées à l'Etat. L'ARF s'engage à maintenir le dialogue mais il est évident que, comme pour les personnels TOS, certains points ne pourront être réglés qu'après transfert.

**Analyse CGT :**

Malgré l'attitude provocatrice du président, cette première prise de contact avec l'ARF s'est révélée intéressante. Elle nous a permis d'exposer notre conception du service public pour le maritime et les voies navigables et de faire entendre nos revendications. Elle a permis de constater que les régions ne sont pas prêtes et que beaucoup de nos questions restent sans réponses. La promesse d'échanges d'information et la rédaction d'un document (vademe-cum) par l'ARF est un élément positif de cette rencontre.

Nous ne pouvons que souligner le besoin de continuer à intervenir auprès de nos administration pour préserver les effectifs, les missions et pour que l'Etat assume ses responsabilités

L'inconnu, l'absence de garanties et l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 2007, nous obligent à réagir rapidement auprès des présidents des régions concernés et des préfets pour faire aboutir nos revendications. Notre action syndicale est plus que jamais nécessaire et doit s'élargir avec tous les salariés des plateformes portuaires (UD et comités régionaux). Au niveau central nous relançons notre demande de tenue de groupe d'échange maritime DGPA et du CTP Mer.

# Chèque transport, pour que la mesure ne soit pas discriminatoire

La Cgt sollicite des modifications du projet de loi

- retirer le caractère facultatif ;
- ajouter les dispositions suivantes :

**1) Parce qu'une solidarité est nécessaire entre des entreprises qui peuvent allégrement payer et les Pmi, Pme-Tpe-Tpi créatrices d'emploi et souvenent sous la pression de la sous-traitance ; la Cgt demande de rajouter un article : « Les autorités organisatrices de transports qui, dans le cadre de la loi solidarité renouvellement urbain (art 111 et 112) et du chapitre III bis article 30-1 de la loi 821153 du 30 septembre 1982, se sont associés pour constituer un syndicat mixte de transport afin de coordonner les services ; peuvent en accord avec les partenaires sociaux prendre en charge la gestion du système de chèque transport et en assurer le financement en intégrant la contribution des employeurs dans le recouvrement du Versement Transport (1). Elles peuvent mettre en place un mécanisme de péréquation propice à garantir l'attribution du chèque transport à tous les salariés notamment dans les Tpe-Tpi ».**

**2) Parce qu'il est impératif pour l'environnement et les économies d'énergies de développer les**

**transports collectifs et que les employeurs risquent fort d'opter pour la solution voiture individuelle moins onéreuse pour eux : la Cgt demande que le texte de loi précise que l'impossibilité d'utiliser les transports en commun là où ils existent (horaires individualisés, décalés, etc.) soit soumise à une certification pour l'octroi du chèque transport utilisable chez les distributeurs d'essence.**

**3) Parce que la responsabilité incombe à l'employeur et n'a rien à voir avec des prérogatives du Comité d'établissement comme l'ambiguïté du texte de loi peut le laisser supposer : La Cgt demande que la loi précise clairement : « la gestion et la mise en œuvre du dispositif incombent à l'entreprise mis à part dans le cas de transfert de compétence à un syndicat mixte de transports ».**

**4) Parce que la mesure doit être collective, égalitaire et universelle : La Cgt demande que la loi précise clairement que les dispositions négociées sur les modalités d'application reposent sur des accords de branche à caractère impératif ne pouvant être revus à la baisse par des accords d'entreprises.**

(1) Impôt modulable sur l'entreprise destiné au financement des transports collectifs

**La Cgt propose aux salariés d'investir ensemble cet espace revendicatif en exigeant partout le financement du domicile / travail par l'employeur. Ensemble faisons bouger le texte de loi, imposons une application égalitaire, faisons vivre et grandir un syndicalisme Cgt utile.**

## Bulletin de contact et de syndicalisation

### Je souhaite :

- prendre contact  
 me syndiquer



NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Age : ..... Profession : .....

Entreprise (nom et adresse) : .....

Bulletin à renvoyer à La Cgt, espace Qualité de Vie syndicale, case 5-1, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex, téléphone : 01 48 18 84 72, fax : 01 48 51 51 80, e-mail : orga@cgt.fr.